

Le Conseil d'administration, en sa séance du 13 mars 2025
sous la présidence de M. Marc BERGÈRE

- Vu** le code de l'éducation et notamment ses articles L.711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret n°92-25 du 9 janvier 1992 relatif à l'organisation de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques,

Prend la délibération suivante :

OBJET : Approbation du compte financier de l'exercice 2024

Article 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 16,43 ETPT sur ressources propres
- 2.561.757 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 1.070.338 € en personnel ;
 - 1.421.327 € en fonctionnement ;
 - 70.092 € en investissement.
- 2.566.896 € de crédits de paiement dont :
 - 1.070.338 € en personnel ;
 - 1.431.001 € en fonctionnement ;
 - 65.558 € en investissement.
- 3.253.358 € de recettes
- + 686.462 € de solde budgétaire

Article 2 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- 3.615.450 € de trésorerie (soit une variation de + 582.873 € par rapport au compte financier 2023)
- + 370.549 € de résultat patrimonial
- 715.584 € de capacité d'autofinancement
- 3.657.394 € de fonds de roulement (soit une variation de + 650.026 € par rapport au compte financier 2023).

Article 3 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat de l'exercice 2024 (bénéfice de 370.549,23 €) de la manière suivante :

L'Enssib ne disposant pas de report à nouveau créditeur, le résultat doit être apuré par le compte de réserves. Voici l'écriture comptable traduisant cette affectation du résultat :

D/120 par C/10682 pour 370.549,23 €.

Le compte 10682 de réserves s'élèvera dès lors à 5.321.421,13 €.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

La présente délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés.

Membres en exercice : 27

Quorum de présence : 17

Votes exprimés : 25

Dont :

Pour : 25

Contre : /

Abstentions : /

Fait à Villeurbanne, le 13 mars 2024

Le Président du Conseil d'Administration

M. Marc BERGÈRE



La Directrice



Mme Nathalie MARCEROU-RAMEL

La présente délibération sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire.



école nationale supérieure
des sciences de l'information
et des bibliothèques

Compte financier

Rapport de gestion de
l'ordonnateur

2024

Le présent rapport est présenté en application de l'article 212 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Il propose une synthèse de l'exécution budgétaire 2024 et de la situation patrimoniale de l'école au 31 décembre 2024.



Éléments de contexte

L'année 2024 a vu la poursuite du déploiement du projet d'établissement EXPERT2026 et le fort développement des activités de l'école en lien avec sa stratégie. Ce dynamisme s'est réalisé notamment avec l'appui du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ainsi, le dialogue de performance a permis à l'Enssib d'obtenir 95 k€ en soutien de trois axes structurants : « métiers d'avenir, métiers en tension », « transition écologique et développement soutenable » et « stratégie d'établissement ». Les échanges avec le ministère et le rectorat se sont poursuivis durant le deuxième semestre de l'année 2024 pour élaborer, selon une procédure aménagée, un premier projet de COMP (Contrat d'objectifs, de moyens et de performances) pour 2025 – 2027. Ce projet doit permettre de développer plusieurs axes déjà inscrits dans le projet d'établissement EXPERT2026 et le volet établissement du contrat quinquennal.

Les moyens obtenus dans le cadre du dialogue de performance 2024 sont venus soutenir les orientations prises par l'Enssib dès 2022 en matière de formation à la gouvernance responsable des données (GRD), un domaine dans lequel elle se positionne pour conquérir de nouveaux publics et accroître ses ressources propres. Une première formation continue, générant 9 k€ de recettes, a pu être testée en octobre 2024. Un enseignant a été recruté sur un contrat de projet (18 k€) afin d'élaborer la maquette du diplôme d'établissement dont l'ouverture est prévue pour la rentrée 2025 – 2026 (100 k€ projetés).

Pleinement engagée dans la transition numérique des métiers auxquels elle forme, l'Enssib a également commencé à explorer les enjeux de l'intelligence artificielle, en intégrant de premiers enseignements à ses formations initiales de master et en proposant une première formation continue sous forme de focus. L'École a saisi l'opportunité de nouveaux partenariats, avec l'Université Sorbonne nouvelle, afin de répondre à un important appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA) en matière de formation à l'IA et par l'IA en SHS : les résultats de ce dépôt de projet sont attendus pour 2025. D'une durée de 5 ans, le projet INTEGRIA est évalué à 12 M€ (770 k€ pour l'Enssib avec une demande de financement de 500 k€).

2023 avait été marquée par l'entrée de l'Enssib dans le tronc commun de formation à la haute fonction publique piloté par l'Institut national du service public (INSP) : 2024 fut une année de mise en œuvre opérationnelle de quatre des six modules et des journées d'étude du tronc commun dans la formation des conservateurs de bibliothèque.

L'Enssib a poursuivi en 2024 son soutien à la recherche (55 k€). Par ailleurs, après avoir installé une première doctorante sur un contrat doctoral attribué par le Ministère en 2023, l'établissement a pourvu un deuxième contrat doctoral, dont la titulaire rejoindra l'établissement en janvier 2025.

Grâce notamment à ses trois programmes participatifs transversaux, l'Enssib a poursuivi son engagement dans plusieurs politiques publiques :

- Le plan de développement des compétences (PDC) des personnels a été renforcé et une approche par compétences a été proposée aux agents à travers une série d'ateliers (40 k€ de dépenses de formation, hors masse salariale) ;
- Une charte « Science ouverte » a été présentée aux conseils de l'Enssib en juillet et octobre ;
- Appuyée sur les actions de sensibilisation définies par le programme « Responsabilité sociétale et environnementale », la préparation du schéma « Développement durable et responsabilité sociétale et environnementale » s'est engagée, l'objectif étant de le voter durant le premier trimestre de l'année 2025 ;
- La maîtrise de la consommation énergétique se confirme en 2024 (- 23MWh, - 30 k€ par rapport à 2023). Des diagnostics énergétiques et un bilan des gaz à effets de serre ont été réalisés ; le plan de sobriété énergétique a été actualisé ;
- Une charte « Sciences et société » a également été adoptée ;

Lancée en 2023, la refonte de la programmation de l'Enssib a pris sa pleine mesure en 2024 : 76 évènements ont été organisés. Le projet de refonte de la bibliothèque numérique a été lancé. Afin de se faire accompagner dans ce projet (soutenu dans le cadre du dialogue de performance), l'Enssib a lancé une consultation pour une assistance à maîtrise d'ouvrage fin 2024 (20 k€ d'AE).

Un audit des systèmes d'information de l'Enssib a été conduit durant le deuxième semestre de l'année 2024. Il a permis d'évaluer la dette technique pesant sur ces systèmes et de lancer un plan de modernisation. Un audit de sécurité SI global a été réalisé par une société spécialisée en octobre 2024. Il vise à dresser un état des lieux en matière de sécurité des systèmes d'information (SI), à formaliser un plan de sécurisation et déterminer les travaux de sécurisation à mettre en œuvre à compter de 2025. Le projet de modernisation des SI lancé en 2024 a été soutenu à hauteur de 27 k€ en fonctionnement et avec 42 k€ d'achats ou de renouvellements d'équipements (investissement).

Enfin, l'établissement a conforté ses dispositifs de pilotage. Un outil d'évaluation commun des formations par les apprenants a été mis en place, de manière concertée, à la rentrée universitaire. Un nouveau schéma pluriannuel de stratégie immobilière a été présenté en octobre. En fin d'année, le processus d'autodiagnostic préalable à une demande de passage aux responsabilités et compétences élargis (RCE) a été conduit en interne, par les équipes de la DGS et de la DSI. Un premier Rapport annuel de performance a été élaboré, pour l'année 2023, et un premier Projet annuel de performance établi pour 2025, en annexe du budget initial.

Après deux exercices déficitaires en 2018 et 2019, l'Enssib a depuis 2020 recouvré l'équilibre financier. A l'instar des années passées, l'exercice 2024 fait apparaître un résultat excédentaire.

Le contexte inflationniste a moins pesé sur les charges de l'établissement, notamment pour ce qui est des dépenses de fluides (électricité, chauffage). Les dépenses liées aux frais de mission, sont restées stables en 2024.

Pour ce qui est des dépenses d'investissement, l'année 2024 a vu le report à 2025 du lancement des opérations immobilières inscrites au budget initial, induisant un effet sur le solde budgétaire de l'exercice. Les taux d'exécution budgétaire pour 2024 sont les suivants :

Exécution des dépenses (crédits de paiement)			
	Prévisions BR1-2024	Exécution COFI	Taux de consommation
Personnels	1 118 924	1 070 338	95,6%
Fonctionnement	1 633 558	1 431 001	87,6%
Investissement	165 582	65 558	39,6%

Réalisation des prévisions de recettes	
Prévisions BR1-2024	3 120 985
Exécution compte financier de l'exercice 2024	3 253 358
Taux de réalisation	104,24%

Autorisations budgétaires

Tableau des autorisations d'emplois

Le tableau ci-dessous récapitule la répartition du nombre d'ETPT (équivalents temps plein travaillés) entre titulaires (« emplois gagés »), contrats à durée indéterminée et contrats à durée déterminée.

	Chiffres du Tableau 1 des emplois depuis 2018						
	Emplois (ETPT - équivalent temps plein travaillé)						
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Titulaires	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00
CDI	5,60	6,40	7,40	6,88	6,39	6,26	6,73
CDD	10,32	8,34	5,00	5,00	5,00	5,94	7,70
Totaux	17,92	16,74	14,40	13,88	13,39	14,20	16,43

Pour ce qui concerne les personnels contractuels enseignants et enseignants chercheurs, la moyenne annuelle est finalement supérieure à la prévision du budget initial en raison de l'arrivée tardive de la notification initiale du Budget 2024 (14/03/2024). Elle est toutefois inférieure aux prévisions du BR1 2024, en raison de l'arrivée tardive de la seconde doctorante (reportée à janvier 2025).

Pour ce qui concerne les personnels BIATSS, l'exécution 2024 pour les contractuels est inférieure au BI 2024, en raison de la diminution des CDD : non renouvellement de deux CDD, bascule d'un CDI (emploi pérenne) sur la masse salariale Etat titre 2.

Tableau des autorisations budgétaires

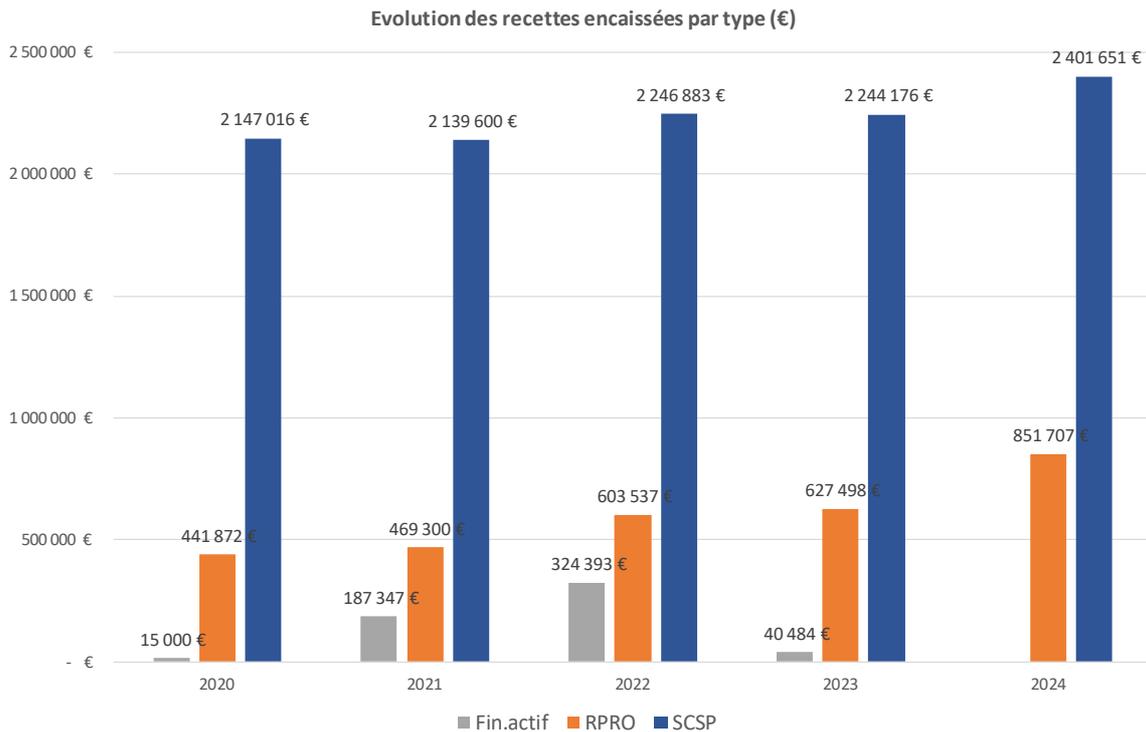
N.B. L'analyse développée ci-dessous s'appuie sur la typologie de recettes suivante :

- **Subvention pour charge de service public** ;
- **Recettes propres d'activité** (autres subventions publiques, recettes propres générées par les activités de formation initiale et continue, recettes propres liées à des activités de recherche, ventes d'ouvrages, produits des locations de salles à des partenaires extérieurs...) ;
- **Financement de l'investissement** : recettes d'investissement concourant à la réalisation des opérations patrimoniales. Ajoutées au Recettes propres d'activité, elles forment la catégorie plus générales des **Recettes Propres**, dont on mesure la part dans le total des recettes encaissées ;

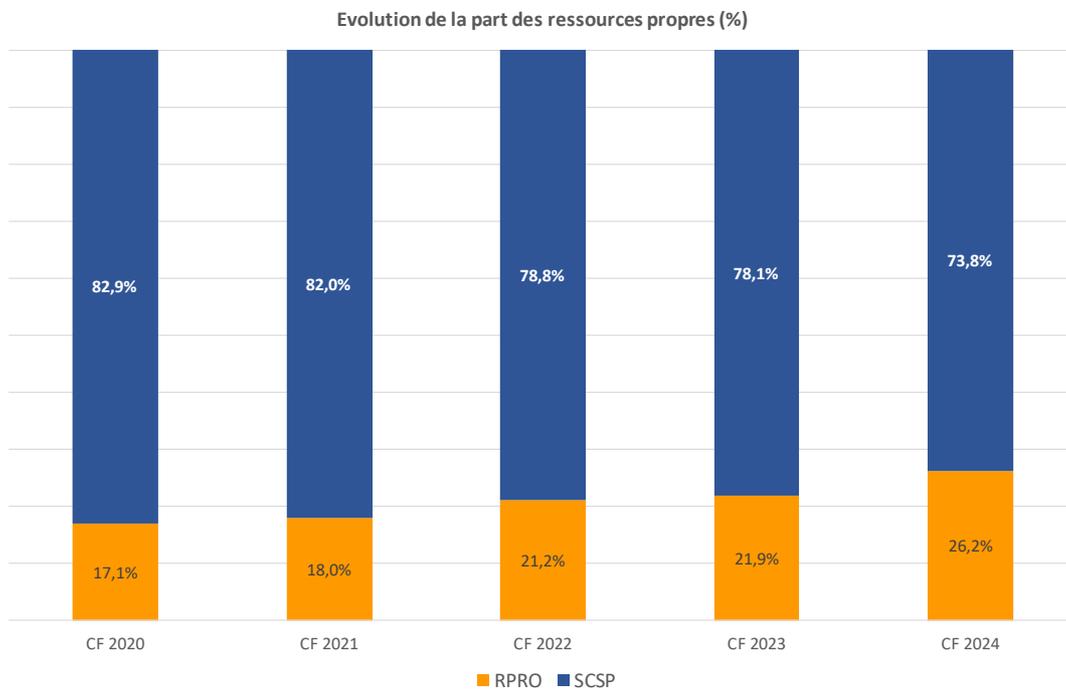
Il est à noter que lors des comptes financiers précédents, la typologie retenue différait puisqu'elle n'incluait pas les recettes de subventions dans la catégorie des recettes propres mais les faisait apparaître, avec la subvention pour charge de service public, dans une catégorie « **Autres recettes (dont subventions et financements publics)** ».

- **Les recettes budgétaires de l'exercice s'élèvent à 3.253.538 €.**

Le total des recettes budgétaires apparaît en augmentation de 11,7% par rapport à celui de 2023 (2 912 158 €). Les recettes propres (telles que calculées dans le tableau 3) poursuivent leur progression par rapport aux recettes globales. Pour 2024, ce pourcentage s'établit à 26,2 %.



Le tableau ci-dessous illustre la part relative des recettes propres (incluant donc les recettes propres d'activité et le financement de l'actif) dans le total des recettes encaissées :



Pour 2024, les recettes propres représentent 26,2% du total des recettes, en hausse par rapport aux années précédentes. Comme pour 2022 et 2023, la hausse des recettes

propres est principalement portée par les recettes issues de la **FTLV** (formation tout au long de la vie) et de **l'alternance**.

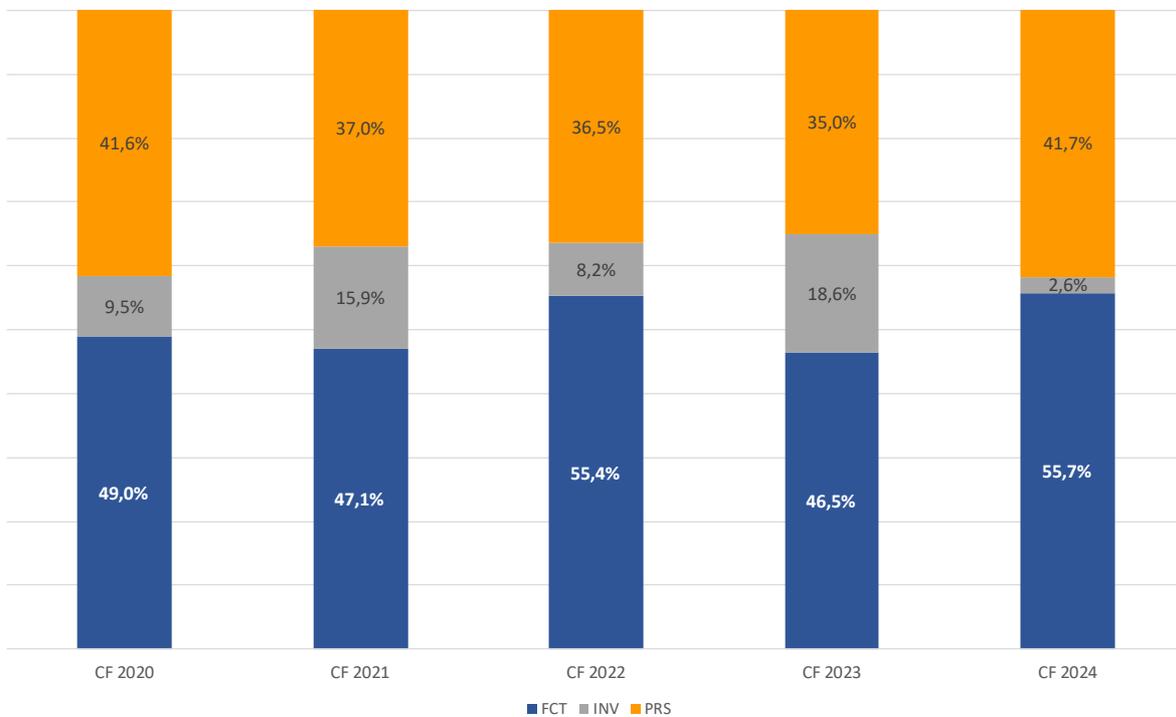
- **Le montant des dépenses pour 2024 se répartit comme suit :**
 - 2 561 757 € d'AE (autorisations d'engagement), dont :
 - 1 070 338 € en crédits de personnel
 - 1 421 327 € en crédits de fonctionnement
 - 70 092 € en crédits d'investissement
 - 2 566 896 € de CP (crédits de paiement), dont :
 - 1 070 338 € en crédits de personnel
 - 1 431 001 € en crédits de fonctionnement
 - 65 558 € en crédits d'investissement
- **Le solde budgétaire s'établit à 686 k € (excédent)**, contre un solde déficitaire de 115 k€ au compte financier de l'exercice 2023 et une prévision d'excédent de 203 k€ au BR1 2024. Par rapport au CF 2023, l'amélioration provient à la fois d'une **augmentation de la recette** (+341 k€, dont près de la moitié au titre de la SCSP) et d'une **diminution de la dépense** (-460 k€, tenant exclusivement aux dépenses d'investissement, les autres postes ayant connu une légère augmentation).

Les courbes d'évolution des dépenses, par nature de dépense, laissent apparaître plusieurs tendances :

- **Une stabilisation des dépenses de fonctionnement (+1,76% par rapport au CF 2023), réalisant 87,6% du BR1 2024.** Ces dernières sont en effet relativement moins touchées par l'inflation qu'au cours des années 2022 et 2023 : en effet, la dépense de fluides (électricité, chauffage) est en recul de 19,2% (- 30 k€), notamment liée à une tarification de l'énergie plus basse, couplée à une diminution globale de la consommation de fluides de 3,3% ainsi qu'à l'effet induit par le raccordement au chauffage urbain, s'avérant moins onéreux pour le gaz ;
- **Une stabilité des frais de personnels (+ 1,12 % par rapport au CF 2023) exécutés à 95,6% du BR1 2024. Cette stabilité s'explique par plusieurs facteurs :**
 - Plusieurs évolutions à la hausse :
 - + 1,9 k€ au titre des mesures catégorielles (requalification d'un CDD, revalorisations des BIATSS contractuels, hausse du volume de jours indemnisés par le forfait télétravail, extension en année pleine du remboursement transports à hauteur de 75 %) ;
 - + 3k€ au titre de la revalorisation du taux de la cotisation employeur au CAS Pensions annoncée en 2024 ;

- + 10 k€ au titre du régime indemnitaire et des heures complémentaires ;
- Impact à la baisse du schéma d'emploi (- 7 k€) ;
- **La consommation des crédits d'investissement** est quant à elle sujette à de plus amples variations d'une année sur l'autre selon les projets inscrits et leur avancement. Ainsi, après un exercice 2023 marqué par la réalisation d'une salle institutionnelle (218 k€) et l'opération de raccordement au chauffage urbain (231 k€), l'exercice 2024 s'est traduit - faute de cofinancements externes (AAP du programme 348 non retenu) - par un **report du lancement des opérations** d'aménagement des espaces, du remplacement des luminaires du site ou d'une réflexion sur les espaces extérieurs. La consommation des crédits s'est par conséquent établie à 65 k€, en deçà des 165 k€ inscrits initialement, et concerne les dépenses d'investissement courant réalisées en matière mobilière, immobilière et informatique.

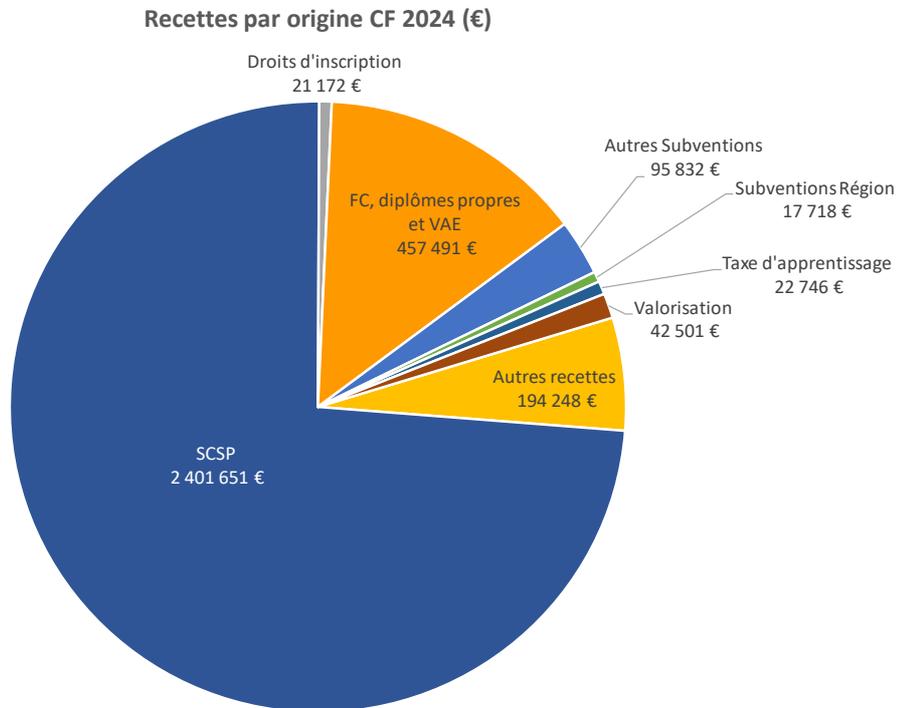
Répartition des dépenses par nature



Détail des recettes par origine et des dépenses par destination

Analyse des recettes par origine

La répartition des recettes par origine s'établit comme suit :



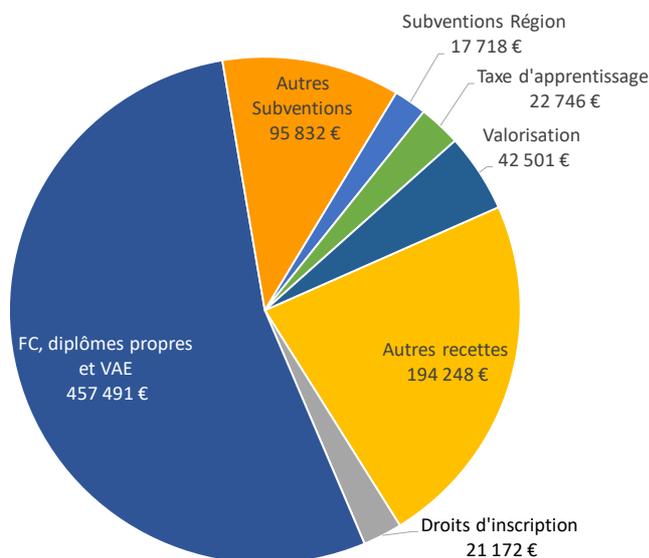
Subvention pour charge de service public

La subvention pour charge de service public (SCSP) constitue, comme pour les exercices précédents, la principale recette de l'école. Elle représente 73,8% du total des recettes en 2024, confirmant une tendance à une **baisse de sa part relative** dans le total des recettes depuis l'exercice 2020 (82,9 %), provenant du dynamisme des recettes propres d'activité.

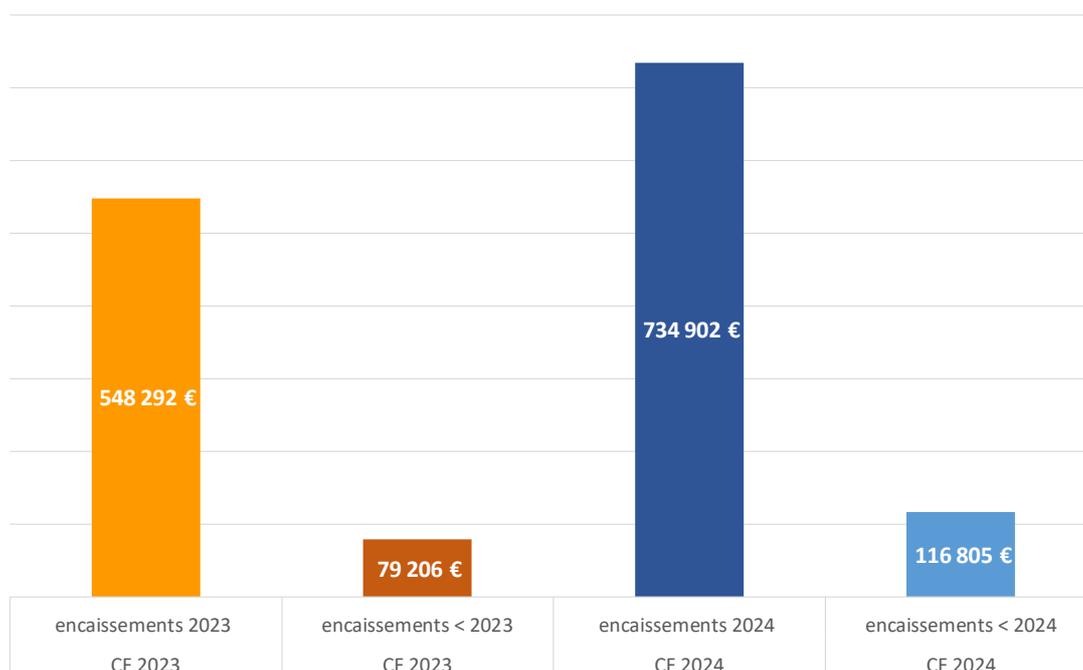
Pour l'exercice 2024, le montant total de la subvention pour charge de service public (SCSP) s'élève à 2.401.651 €. Ce montant comprend notamment 44.389 € au titre des contrats doctoraux et 95 k€ au titre du dialogue de performance 2024 en actions spécifiques.

	CF 2022	CF 2023	CF 2024
	Notification définitive	Notification définitive	Notification définitive
Crédits de masse salariale	87 081 €	88 474 €	270 439 €
masse salariale	16 432 €	77 692 €	116 200 €
contrats doctoraux	10 649 €	42 969 €	44 389 €
actions spécifiques	60 000 €	- 32 187 €	109 850 €
Crédits de fonctionnement	2 159 802 €	2 150 702 €	2 131 212 €
Fonctionnement	2 122 022 €	2 122 053 €	2 123 451 €
actions spécifiques	37 780 €	28 649 €	7 761 €
TOTAL	2 246 883 €	2 239 176 €	2 401 651 €

Répartition des recettes propres d'activité (hors SCSP) : 851 k€ (627 k€ au CF 2023)



En ce qui concerne la répartition des recettes propres d'activité (ne comprenant ni la SCSP ni le financement de l'investissement), on constate une augmentation importante de + 35,7% (+ 224 k€) par rapport à l'exercice 2023. Majoritairement concentrée sur les « autres recettes » (+ 91 k€) et la FTLV (+ 71 k€), cette hausse est à relativiser dans la mesure où elle s'explique par le volume des encaissements réalisés en 2024 au titre de l'année 2023.



Ainsi, le niveau élevé de recettes propres d'activités de 2024 (851 k€) s'explique par l'encaissement de 116 k€ de recettes correspondant à l'exercice 2023, établissant les encaissements imputables à l'année en cours à près de 735 k€. A titre de comparaison, les recettes 2023 sur le même périmètre s'étaient élevées à 627 k€ et incluaient par ailleurs 79 k€ de recettes encaissées au titre d'années antérieures, soit un niveau de recettes imputables à 2023 de 548 k€. Par conséquent, le niveau « corrigé » des effets liés au rattrapage d'encaissements des années antérieures établit l'exercice 2024 en croissance de 34 %.

Subventions Région : 17,7 k€ (0€ au CF 2023)

Pour l'exercice 2024, une somme de 17.718 € a été perçue dont 12.218€ au titre du financement de l'emploi étudiant, 4.000 € au titre du Pack Ambition International et 1.500€ en vue de participer au financement de la Biennale du numérique 2023.

Autres subventions : 95,8 k€ (75,4 k€ au CF 2023)

La catégorie des « autres subventions d'exploitation et financement des actifs » recouvre les financements suivants :

- Ministère de la Culture : 40 k€ versés annuellement en soutien à la formation initiale des élèves conservateurs ;
- Ministère de la Culture : 30 k€ accordés dans le cadre du projet EMI (Education aux Médias et à l'Information), en hausse de 10 k€ par rapport au CF 2023 ;
- Rectorat : subvention PIM (prestation sociale – restauration des personnels), pour un montant de 7,8 k€ ;

- ENS de Lyon – GIS IXXI Institut rhônalpin des systèmes complexes : 3.000 € accordés dans le cadre de l'organisation de la Biennale du numérique consacrée à l'intelligence artificielle ;
- 15 k€ de subvention délivrée par l'OIF au titre du projet « Du fake au fiable, Construire une éducation aux médias et à l'information valorisant les contenus fiables », en partenariat avec l'EBAD (Dakar) et l'UQAM (Québec).

Droits d'inscription : 21 k€ (21 k€ au CF 2023)

Le montant des droits d'inscriptions est stable à 21 172€ au compte financier 2024, contre 21 194€ en 2023.

Formation continue, diplômes propres et VAE : 457 k€ (386 k€ au CF 2023)

Cette catégorie de recettes regroupe notamment les ventes de FTLV (Formation Tout au Long de la Vie – 88 k€ contre 105 k€ au CF 2023), la contribution du ministère de la Culture à la FTLV pour l'élaboration d'un programme de stages destinés aux personnels en poste dans les bibliothèques territoriales (85 k€ contre 89 k€ au CF 2023), les formations en intra (51 k€ contre 13 k€ au CF 2023), les inscriptions en VAE (6 k€ contre 2,8 k€ au CF 2023), les inscriptions au diplôme de Cadre Opérationnel des Bibliothèques et de la Documentation (étudiants et employeurs – 20 k€ contre 19 k€ au CF 2023), ainsi que les recettes de l'alternance (195 k€ contre 136 k€).

Avec 457 k€ de recettes pour 2024, cette catégorie constitue la source de recettes propres la plus importante pour l'établissement, en hausse de 18,5% par rapport aux recettes de l'exercice 2023. Cette hausse est toutefois à relativiser puisqu'elle procède, pour partie, d'encaissements au titre de l'année 2023 étant intervenus en 2024 (notamment 45 k€ de FORMASUP au titre de l'apprentissage, n'ayant pas fait l'objet d'un titre de recettes l'année précédente).

Taxe d'apprentissage : 22 k€ (9,2 k€ au CF 2023)

Les recettes en matière de taxe d'apprentissage s'établissent à 22 k€ en 2023 contre 9 k€ en 2023. Cette augmentation s'explique largement par le dynamisme dont l'animation de la campagne a pu bénéficier au sein de l'établissement en 2024.

Valorisation : 42,5 k€ (32,5 k€ au CF 2023)

Les recettes de valorisation ont subi une baisse significative entre 2018 et 2019, liée à la baisse des ventes du *Bulletin des bibliothèques de France*, pour s'établir en 2020 à 35k€. Après un léger sursaut des ventes en 2021 (42,9k€ de recettes), le niveau des ventes a connu deux années de baisse consécutive en 2022 (38,7k€) et 2023 (32,5 k€).

L'année 2024 est marquée par une augmentation des recettes de 10 k€ par rapport à l'année précédente, principalement constatée sur les ventes auprès de la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH).

Autres recettes : 194 k€ (103 k€ au CF 2023)

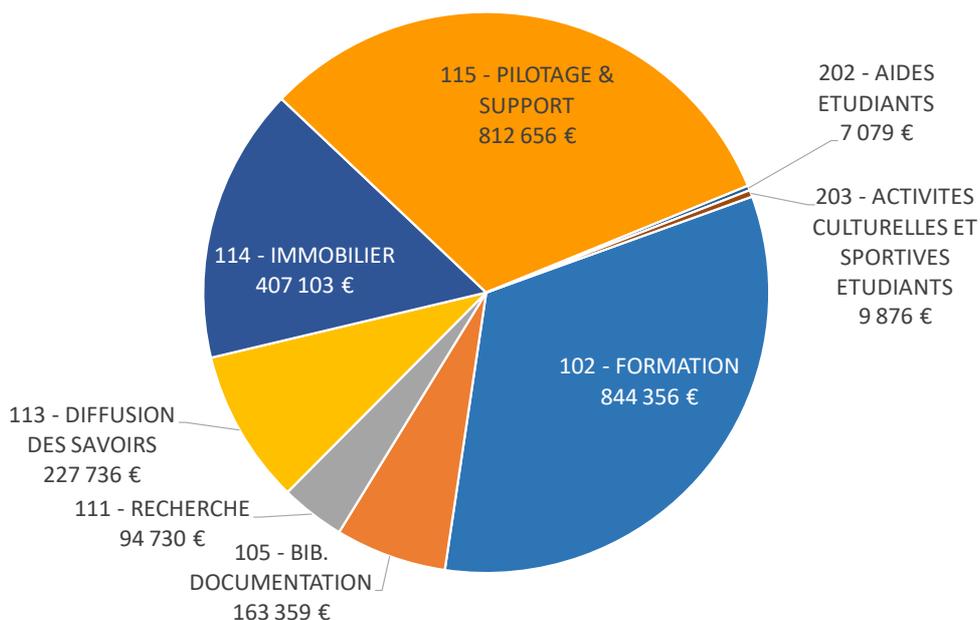
La majeure partie de ces recettes provient des versements du ministère de la Culture, de la BnF et de la Ville de Paris au titre de la formation initiale des bibliothécaires et de la formation des conservateurs promus. Ces recettes sont donc dépendantes du nombre d'élèves accueillis, nombre qui peut varier de manière significative et non prévisible d'une année sur l'autre. Pour 2024, ces recettes s'élèvent à 86,5 k€ (contre 48,6 k€ en 2023) tout en notant que deux titres émis respectivement à hauteur de 34,6 k€ pour les DCB et 14 k€ pour les FIBE concernant l'exercice 2023 n'ont été rattrapés qu'en 2024. Cela induit une hausse de près de 50 k€ qui n'est pas directement imputable à l'année 2024.

Analyse des dépenses par destination

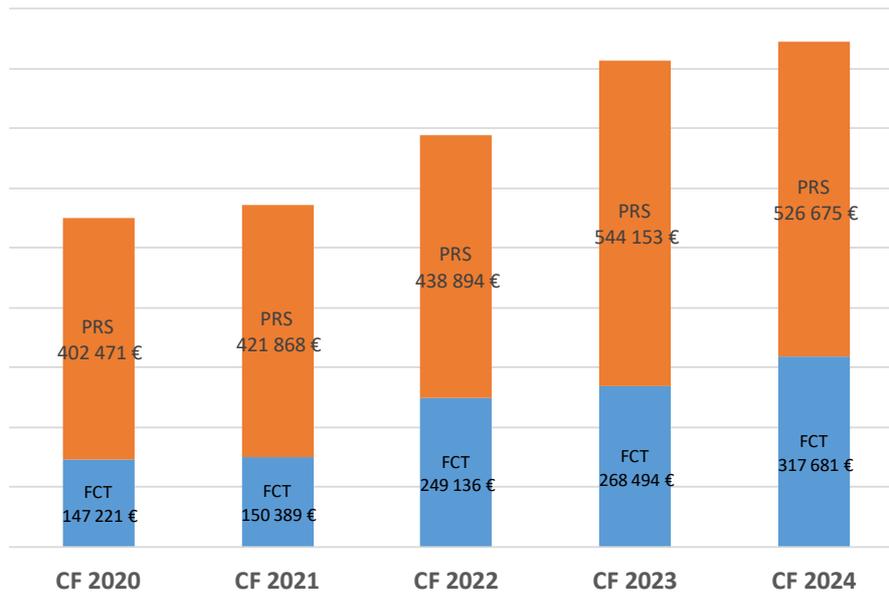
Conformément aux dispositions du décret relatif à la GBCP, neuf grandes destinations structurent le budget de l'Essib :

- Destination D102 : Formation initiale et continue,
- Destination D105 : Bibliothèques et documentation,
- Destination D111 : Recherche,
- Destination D113 : Diffusion des savoirs et musées,
- Destination D114 : Immobilier,
- Destination D115 : Pilotage,
- Destination D201 : Aides directes aux étudiants,
- Destination D202 : Aides indirectes
- Destination D203 : Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives.

Dépenses 2024 par domaine fonctionnel



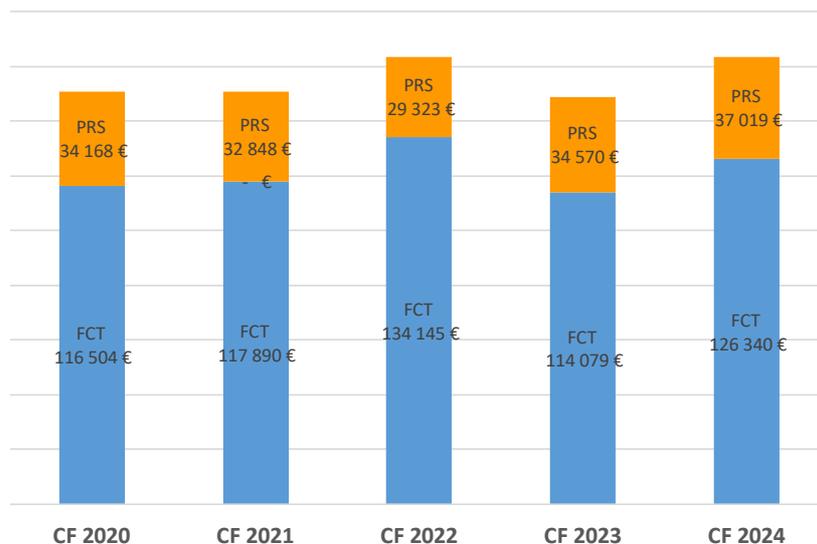
Formation initiale et continue : 844 k€ (812 k€ au CF 2023)



N.B. : dans les graphiques ci-après « PRS » fait référence aux dépenses de personnel, « FCT » aux dépenses de fonctionnement et « INV » aux dépenses d'investissement.

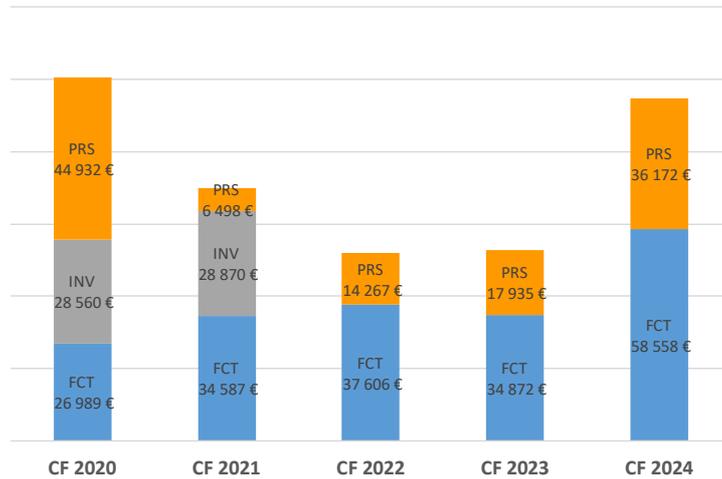
La destination D102 « formation initiale et continue » constitue en 2024 le premier poste de dépense de l'ENSSIB (32,9% contre 26,8% au CF 2023), pour un montant de dépenses assez proche (844 k€ contre 812 k€ au CF 2023). Depuis 2020, avec la sortie progressive de la crise sanitaire, ces dépenses sont en augmentation régulière, notamment pour les formations DCB et Masters, ainsi que la FTLV.

Bibliothèque et documentation : 163 k€ (149 k€ au CF 2023)



La destination D105 constitue 6,4 % des dépenses de l'école. Cette part augmente par rapport à 2023 (4,9%) pour retrouver un niveau proche de 2022. Cette hausse en valeur comme en volume procède principalement d'une hausse des acquisitions réalisées en 2024 par le pôle ressources de la bibliothèque de l'école (+19 k€ pour la documentation électronique, les périodiques et les ouvrages).

Recherche : 94 k€ (52 k€ au CF 2023)



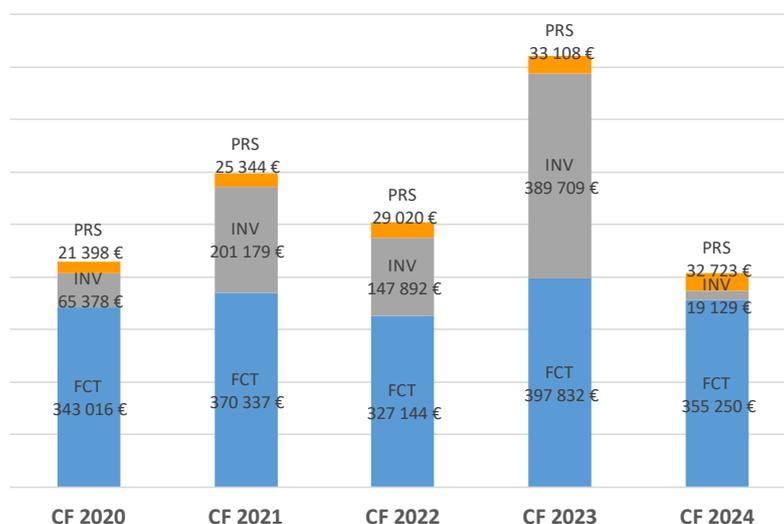
Les crédits alloués à la recherche (destination D111) représentent en 2024 3,7% du total des dépenses de l'établissement (1,74% au CF 2023). Il convient de noter que cette proportion peut varier de manière significative d'un exercice sur l'autre en fonction des financements extérieurs inscrits au budget. Néanmoins, les crédits alloués au budget de la recherche sont stables. La hausse sensible en volume par rapport à l'année dernière correspond, pour les crédits de fonctionnement, aux dépenses du Centre Gabriel Naudé (+16 k€) ainsi qu'à des dépenses de fonctionnement courant (accueil de chercheur +4,3 k€, projets du conseil scientifique + 4,7 k€). Concernant les dépenses de personnel, les contrats doctoraux forment l'essentiel de l'écart (+ 29k€)

Diffusion des savoirs : 228 k€ (243 k€ au CF 2023)



La destination « Diffusion des savoirs » (D113) regroupe l'ensemble des dépenses relatives à l'activité des Presses de l'Enssib et comprend également les dépenses liées au projet EMI (Education aux Médias et à l'Information). Elle représente 8,9% des dépenses totales de l'établissement pour 2024 (8% au CF 2023). Le montant des dépenses liées à ces activités est en légère diminution par rapport à 2023. Cette baisse correspond toutefois à la consolidation de deux évolutions contraires. Les dépenses de fonctionnement enregistrent en effet une hausse de 13 k€, provenant majoritairement du projet OIF (+9,2 k€) et dans une moindre mesure du pôle Editions (+3,7 k€) en raison d'une augmentation des droits d'auteur acquittés. Les dépenses de personnel enregistrent une diminution de 29 k€ sur les contrats.

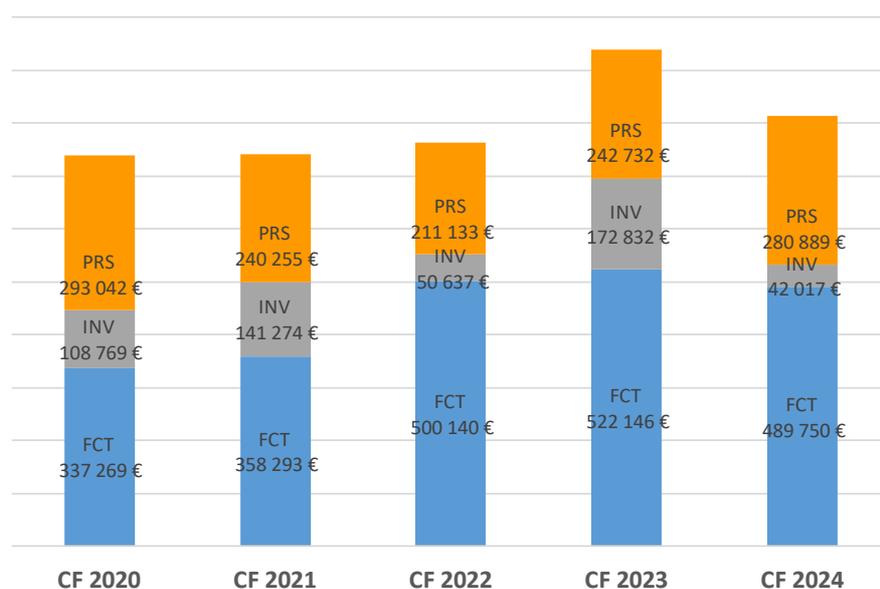
Immobilier : 407 k€ (820 k€ au CF 2023)



La destination « immobilier » (D114) retrace l'ensemble des dépenses effectuées dans le cadre des travaux immobilier et de l'entretien des bâtiments. Elle correspond à 15,9% des dépenses effectuées en 2024 (27,1% en 2023) Le montant des dépenses de cette destination a été impacté au cours des dernières années par le contexte inflationniste qui a conduit à l'augmentation du coût de l'électricité et du chauffage. En 2024 toutefois, la destination enregistre une baisse de 413 k€ par rapport à l'année précédente, dont l'essentiel relève de l'investissement (- 370 k€) du fait des variations importantes induites par les opérations immobilières. Ainsi, si l'année 2023 a vu plusieurs projets aboutir (raccordement au chauffage urbain - RCU -, création d'une salle institutionnelle), l'année 2024 a enregistré le décalage à 2025 du lancement des projets initialement inscrits au BI (aménagement des espaces, remplacement des luminaires du site, réflexion sur les espaces extérieurs...).

Une baisse est également constatée sur les dépenses de fonctionnement (-42 k€), dont l'essentiel provient des fluides qui enregistrent une dépense en baisse de 30 k€ (- 10 k€ sur la dépense totale de gaz suite au RCU, - 20 k€ sur la dépense totale d'électricité, en lien avec une baisse de la consommation). Dans une moindre mesure, les dépenses liées au courrier sont en recul de 4,6 k€, de même que celles liées à la reprographie (- 3,2 k€).

Pilotage et support : 812 k€ (938 k€ au CF 2023)

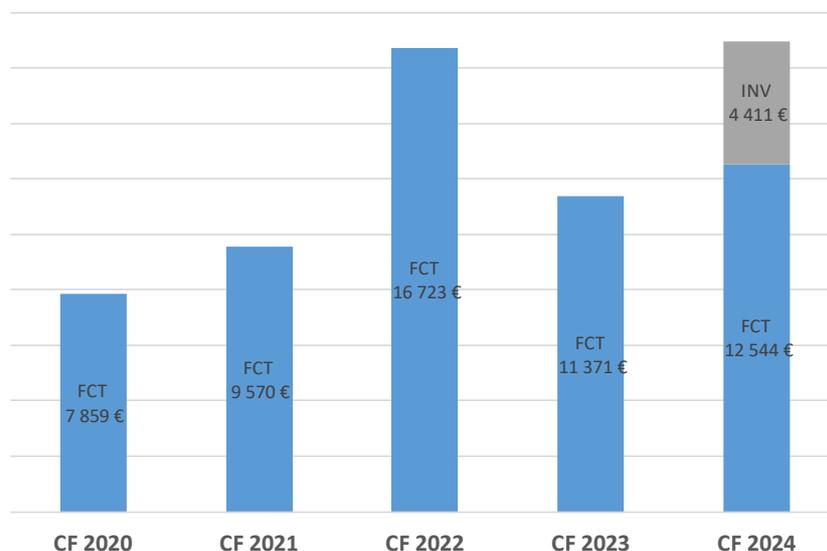


L'activité pilotage et support (D115) constitue le second poste de dépenses de l'établissement, avec presque 31,7% des dépenses totales de l'établissement. On y trouve notamment le fonctionnement courant de l'établissement ainsi que les dépenses liées aux cotisations institutionnelles versées par l'école dans le cadre de ses adhésions et partenariats. Cette destination retrace également des dépenses d'investissement, notamment les dépenses en matériel informatique et en mobilier.

Par rapport à 2023, les dépenses de pilotage et support s'établissent en diminution totale de 125 k€. Cette variation consiste en :

- Une baisse globale de 33 k€ des dépenses de fonctionnement comprenant :
 - Certains postes en baisse : - 21 k€ sur le fonctionnement courant, - 15 k€ sur la communication et notamment les objets publicitaires, - 11 k€ sur les actions de formation, - 9 k€ sur l'apprentissage...);
 - D'autres postes en hausse : abonnements et licences informatiques (+ 15 k€), financement de projets informatiques nouveaux (+ 15 k€) ;
- Une baisse globale de 130 k€ des dépenses d'investissement, provenant principalement d'un effet de périmètre sur les opérations menées : l'année 2023 comprenait 89 k€ de dépenses d'investissement au titre de la création de la salle institutionnelle. On relèvera par ailleurs une baisse de 10 k€ sur les acquisitions de logiciels ou encore des acquisitions d'équipements pédagogiques pour un montant moindre (- 30 k€) ;
- Une hausse de 38 k€ de dépenses de personnel, provenant d'une dépense supérieure sur les contrats ;

Aides directes et indirectes aux étudiants, Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives (D201, à D203) : 17 k€ (10 k€ au CF 2023)



Ces destinations de dépenses sont alimentées par la CVEC (Contribution de Vie Etudiante et de Campus). Comme pour l'exercice 2023, l'Enssib a bénéficié en 2024 d'un cofinancement du CROUS pour permettre aux étudiants de bénéficier de consultations avec un psychologue en visioconférence.

Dans ce domaine, les dépenses ont principalement concerné le projet engagé en 2023 pour la réalisation d'un espace de repos, l'Espace Récamier. Le projet, proposé et mené par des étudiantes avec le soutien du BDE de l'Enssib, a été financé grâce au FSDIE. Les autres dépenses concernent la vie étudiante, la médecine préventive...

Conformément à l'article D841-11 du Code de l'Education, les sommes allouées à l'établissement au titre du CVEC se répartissent entre le FSDIE (Fonds de Solidarité et de Développement des Initiatives Etudiantes), minimum 30%, et la médecine préventive, minimum 15%. Le reste des sommes reçues vient abonder la part « vie étudiante ».

Equilibre financier

Tableau financier (Tableau 4)

La variation de trésorerie s'établit, pour l'exercice 2024, à 582 873 € (abondement).

Elle procède très largement du solde budgétaire de l'exercice (+ 686 k€), diminué du solde des opérations pour compte de tiers (- 5 k€) et du solde des opérations non budgétaires (- 109 k€).

Le niveau de trésorerie finale pour l'exercice 2024 s'élève donc à 3 615 450 € (3 032 577 € de trésorerie finale en 2023).

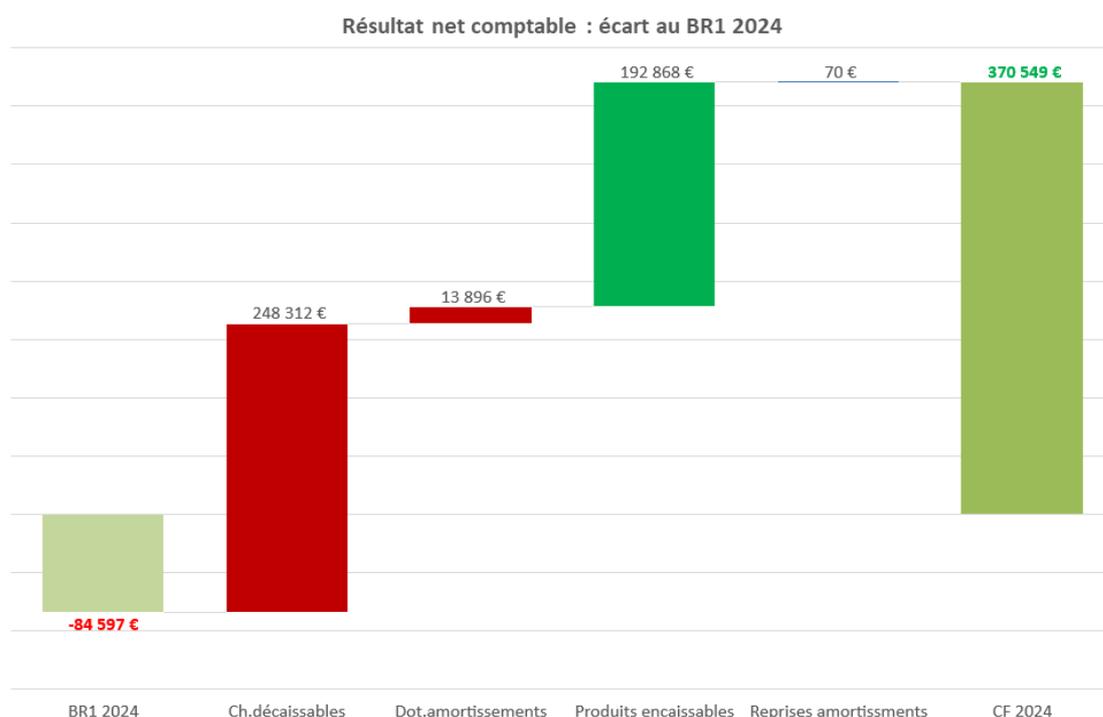
Opérations menées pour le compte de tiers (Tableau 5)

Les opérations menées pour le compte de tiers correspondent à des opérations non retracées dans le budget de l'établissement. Pour l'Enssib, elles sont de trois natures :

- Les aides à la mobilité internationale (AMI), pour lesquelles on enregistre des décaissements d'un montant de 3 200 € et des encaissements d'un montant de 4 400 € ;
- Les bourses ERASMUS, avec 20 029 € en décaissement et 24 201 € en encaissement, en forte hausse, traduisant le dynamisme de l'école en matière de développement des relations internationales ;
- Les décaissements et les encaissements relatifs à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui sont respectivement de 4 113 € et 4 263 €.

Situation patrimoniale (Tableau 6)

Le compte financier enregistre une amélioration notable du résultat comptable par rapport au BR1 2024 avec un excédent constaté de 370 k€ pour une prévision de déficit de 85 k€. Le graphique ci-dessous illustre les facteurs détaillés de cette variation :



Ainsi, dans le détail :

- Les **charges décaissables** (fonctionnement courant, hors dotation aux amortissements) s'établissent 248 k€ plus bas que prévu, principalement du fait :
 - D'une sous-consommation de 198 k€ sur le fonctionnement courant, dont 130 k€ sur les dépenses générales (- 38 k€ fluides, -26 k€ surestimation des dépenses d'entretien/maintenance, - 25k€ de surestimation des subventions de la restauration administrative, -17 k€ au titres des actions

de formation), 35 k€ au niveau de la valorisation (lancement de la Bibliothèque Numérique ayant généré des consommations d'AE mais non de CP) à 2025 -20 k€ et sous-consommation du pôle Editions à 16 k€), 17 k€ au niveau des SI (réalisation moindre de certains achats, report de mise en œuvre de certains projets), 4,5 k€ concernant la recherche (baisse du fonctionnement courant du laboratoire ELICO, moindre dépenses au titre des événements du Centre Gabriel Naudé) ;

- D'une sous-consommation de 62 k€ de crédits de personnels, provenant surtout d'une réalisation moindre de contrats liée aux difficultés de recrutement ainsi qu'une réalisation en-deçà de la prévision de dépense au titre des activités pédagogiques et heures complémentaires ;
- Les **charges non décaissables** (dotation aux amortissements) sont revues à la baisse de 14 k€ ;
- Les **produits encaissables** (hors reprises sur provisions aux amortissements) enregistrent une augmentation de 192 k€, répartie comme suit :
 - Subventions de l'Etat : +6,5 k€ suite à la réception de la notification finale de subvention pour charge de service public ;
 - Fiscalité affectée : + 5 k€ après perception d'un versement complémentaire au titre de la CVEC ;
 - Autres subventions : + 47 k€ (Biennale du numérique, Subvention OIF, emploi étudiant...);
 - Autres produits : + 132 k€, relevant principalement d'une hausse de 60 k€ au titre du développement de la FTLV, d'un volume annuel de recettes de formation des DCB et FIBE de la Ville de Paris supérieur de 40 k€ à la prévision, d'un fort développement de la taxe d'apprentissage (+ 18 k€) et d'une hausse de 6 k€ des droits d'inscription recouvrés ;
- Les **produits non encaissables** (reprises sur provisions) sont stables (+70€).

Les charges de l'exercice s'élèvent donc à 3 120 274 €, dont 616 105 € de dotations aux amortissements.

Parmi ces charges, on peut noter les éléments suivants :

- 153 k€ de charges liées aux dépenses de fluides (électricité, gaz/chauffage urbain, eau), contre 166 k€ en 2023 ;
- 257 k€ de charges liées aux frais de mission, contre 253 k€ en 2023.

Les produits de l'exercice s'élèvent quant à eux à 3 490 824 €, dont 271 070 € de reprises de financements rattachés à des actifs.

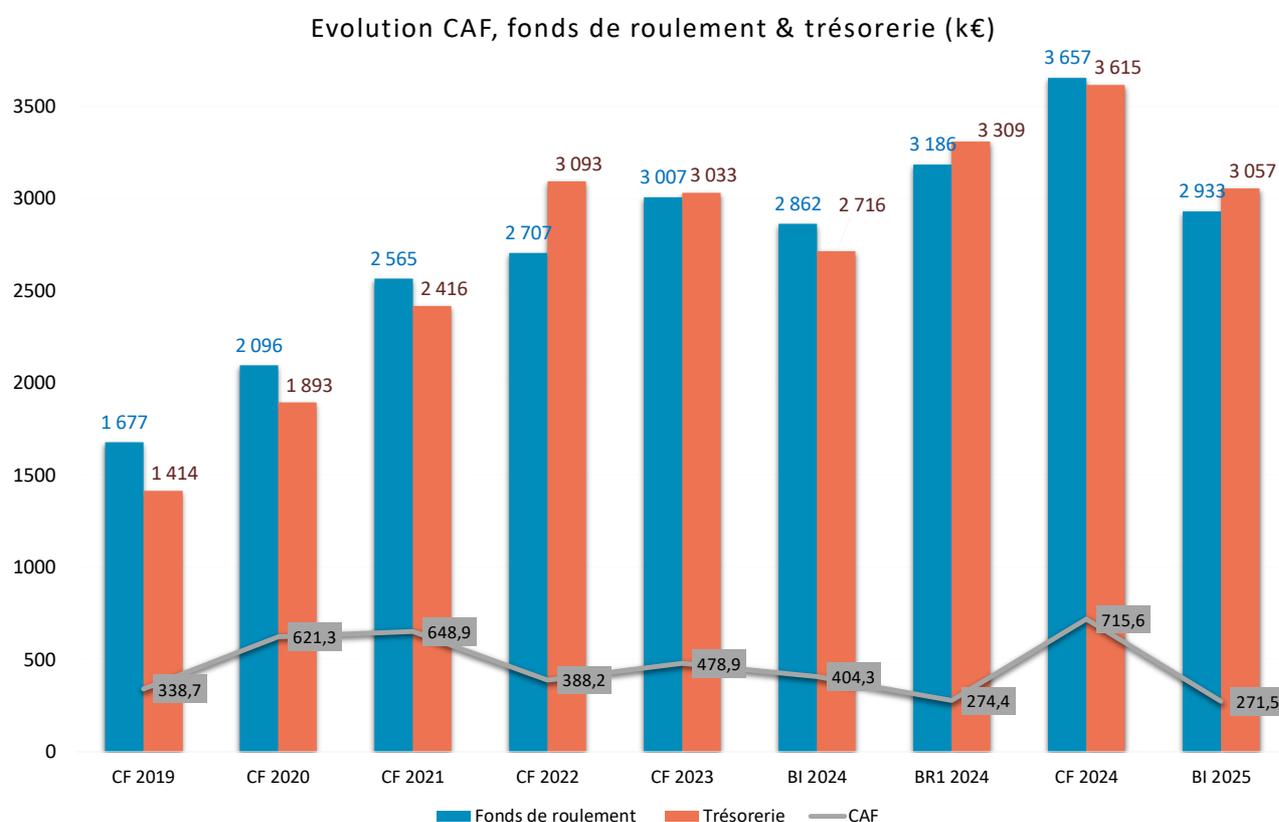
Ces montants permettent de dégager un **résultat excédentaire** de 370 549 €.

Au 31 décembre 2024, la **capacité d'autofinancement** (CAF) de l'école affiche quant à elle un montant de 715 584 €.

L'ensemble de ces données conduit à constater pour 2024 un **abondement du fonds de roulement** de l'école de 650 026 €. Au 31 décembre 2024, le fonds de roulement s'établit ainsi à un niveau de 3 657 394 € (correspondant à 526 jours de fonctionnement, contre 440 au CF 2023), son besoin en fonds de roulement (BFR) à 41 944 € et sa trésorerie à 3 615 450€ (correspondant à 520 jours de fonctionnement, contre 444 au CF 2023).

Pour information, si on intègre à l'analyse les charges de personnel de la masse salariale Etat (T2 - exécuté 2024 : 8 408 566 €), le montant du fonds de roulement correspond à 121 jours de fonctionnement (102 au CF 2023), et le montant de la trésorerie à 111 jours de fonctionnement (103 au CF 2023).

Le tableau ci-dessous décrit les évolutions conjointes du niveau du fonds de roulement, du niveau de trésorerie et de la capacité d'autofinancement depuis 2019.



Plan de trésorerie (Tableau 7)

Le plan de trésorerie permet de rendre de compte des encaissements et des décaissements de l'établissement, mois par mois, qu'ils soient liés à des opérations budgétaires ou non.

Comme l'illustre ce tableau, les niveaux infra-annuels de trésorerie, confortables sur toute la durée de l'exercice, ont permis à l'établissement de faire face à ses échéances sans difficulté.

Opérations pluriannuelles (Tableau 9)

Le tableau des opérations pluriannuelles retrace les opérations de l'école les plus significatives ayant un impact sur plusieurs exercices.

Plusieurs opérations étaient inscrites au BI 2024 mais n'ont pas pu être réellement initiées en 2024 (remplacements des menuiseries extérieurs du bâtiment nord, projet de « relamping », et projet de réaménagement des espaces du 2^{ème} étage). Les crédits ouverts en 2024 ont été inscrits de nouveau au budget de l'exercice 2025.

Comme en 2023, l'exercice 2024 confirme la dynamique de hausse des recettes propres, en cohérence avec la stratégie volontariste de l'école en la matière. Cette hausse relève surtout des recettes de FTLV (formation tout au long de la vie) et à l'alternance.

Le résultat de l'école est une nouvelle fois excédentaire, et les niveaux de fonds de roulement et de trésorerie demeurent confortables.

La politique d'investissement de l'établissement est conforme aux objectifs fixés depuis déjà plusieurs exercices : améliorer la performance énergétique des bâtiments, en s'appuyant sur les opportunités offertes par les différents plans de financement (plan de relance, plan de résilience) et continuer à offrir des conditions de travail optimales, à la fois pour les usagers et les personnels de l'Enssib.

La directrice de l'Enssib,

Nathalie MARCEROU-RAMEL

enssib[!]

17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 Villeurbanne Cedex | France
www.enssib.fr





école nationale supérieure
des sciences de l'information
et des bibliothèques

Compte financier

Tableaux ministériels

2024

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT - CA du 13 mars 2025

CF 2024

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
			Emplois sous plafond État	Emplois financés hors SCSF	Global
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	
	Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents			
		Titulaires	-		
		CDI	-		
	Non permanents	1,00			
	CDD				
S/total EC			1,00	0,00	1,00
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)					
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	Titulaires	2,00	0,00	2,00
		CDI	0,00	6,73	6,73
	Non permanents	CDD	2,67	4,03	6,70
		S/total Biatss	4,67	10,76	15,43
Totaux			5,67	10,76	16,43
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			6		16,43

Dépenses	COFI 2022		COFI 2023		BI 2024		BR 1 2024		COFI 2024		Evolutions	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	En € (CP)	En % (CP)
Personnel	6 75	6 46	1 05 465	1 114 44	1 111 24	1 111 24	1 070 33	1 070 33	1 070 33	1 070 33	4 5 6	-4
dont contributions employeur au CAS Pension	39 713	39 713	46 704	32 490	52 490	52 490	38 704	38 704	38 704	38 704	-	0%
Fonctionnement et intervention	1 50 552	1 345 44	1 352 25	1 406 201	1 47 345	1 638 55	1 421 327	1 481 001	1 421 327	1 481 001	202 557	-12
Investissement	345 134	1 52	321 466	562 541	550 000	155 220	165 5 2	65 55	70 0 2	65 55	100 024	-60
TOTAL DES DÉPENSES	2 741 445	2 430 42	2 732 1 0	3 027 207	3 148 1	2 1 102	2 561 757	2 566 6	2 561 757	2 566 6	351 16	-12
Solde budgétaire	743 71											

Recettes	COFI 2022		COFI 2023		BI 2024		BR 1 2024		COFI 2024		Evolutions	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	En €	En %
Recettes globalisées	3 125 511	2 246 3	2 71 674	2 2 72 717	2 2 71 674	2 2 71 674	2 2 71 674	2 2 71 674	2 2 71 674	2 2 71 674	132 373	4
Subvention pour charges de service	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	2 246 3	15 586	1
Autres financements de l'Etat	345 13	345 13	345 13	345 13	345 13	345 13	345 13	345 13	345 13	345 13	1 1 1	2
Localité affectée	-	-	15	000	15	000	15	000	15	000	3 0 1	34
Autres financements publics	12 620	11 000	521 70	537 21	521 70	537 21	521 70	537 21	521 70	537 21	21 741	1
écritures propres	4 302	15 200	40 4 4	20 4 4	40 4 4	20 4 4	40 4 4	20 4 4	40 4 4	20 4 4	3 166	15
Recettes flechées	4 302	15 200	40 4 4	20 4 4	40 4 4	20 4 4	40 4 4	20 4 4	40 4 4	20 4 4	-	-
financements de l'Etat flechés	15 200	35 000	20 4 4	20 000	20 4 4	20 000	20 4 4	20 000	20 4 4	20 000	-	-
Autres financements publics flechés	35 000	302	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
écritures propres flechées	302	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 174 13	3 174 13	2 12 15	2 12 15	2 12 15	2 12 15	2 12 15	2 12 15	2 12 15	2 12 15	132 373	5
Solde budgétaire	115 04											

C
D2 B-C (déficit)

D1 C-B (e cédent)

B
202 21

D1 C-B (e cédent)

6 6 462

D1 C-B (e cédent)

Tableau 3 - EPSCP



Dépenses par destination et recettes par origine

Compte financier - Exercice 2025

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT - CA du 13 mars 2025

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

CF 2024	Dépenses de l'organisme								
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
Formation initiale et continue									
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	526 675	526 675	301 775	317 681			2 450	44 356	
D105 - Bibliothèques et documentation	37 019	37 019	122 961	126 340			15 0	163 35	
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	36 172	36 172	58 580	58 558			4 752	4 730	
D113 - Diffusion des savoirs et musées	156 859	156 859	93 667	70 877			250 526	227 736	
D114 - Immobilier	32 723	32 723	355 609	355 250	28 075	19 129	416 40	407 103	
D115 - Pilotage et support	280 889	280 889	475 881	489 750	42 017	42 017	7 7	12 656	
Étudiants									
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-			-	-	-	-	
D202 - Aides indirectes	-	-	2 668	2 668	-	4 411	2 66	7 07	
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	10 185	9 876	-	-	10 1 5	76	
Total	1 070 33	1 070 33	1 421 327	1 431 001	70 0 2	65 55	2 561 757	2 566 6	

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	6 6 462
-----------------------------	---------

D1=C-B

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

CF 2024	Recettes de l'organisme								Total
	Recettes globalisées				Recettes fléchées				
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	2 401 651								2 401 651
Droits d'inscription					21 172	-	-	-	21 172
Formation continue, diplômes propres et VAE					457 491	-	-	-	457 4 1
Taxe d'apprentissage					22 746	-	-	-	22 746
Valorisation					42 501	-	-	-	42 501
ANR investissements d'avenir				-		-	-	-	-
ANR hors investissements d'avenir				17 718		-	-	-	17 71
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				-		-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		77 809	-	15 023	3 000	-	-	-	5 32
Autres recettes		-	12 091	-	182 156	-	-	-	1 4 24
Total	2 401 651	77 0	12 0 1	32 741	72 066	-	-	-	3 253 35

Besoins (utilisation des financements)	COFI 2022	COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	COFI 2024	COFI 2022	COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	COFI 2024	COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	COFI 2024	Financements (couverture des besoins)
Solde budgétaire déficit *	-	115 049	320 972	-	-	743 971	-	-	202 921	686 462	-	-	202 921	686 462	Solde budgétaire - excédent *
dont solde budgétaire budget principal	-	115 049	320 972	-	-	743 971	-	-	202 921	686 462	-	-	202 921	686 462	dont solde budgétaire budget principal
opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	6 663	19 081	19 000	19 000	27 343	14 897	20 123	23 000	23 000	32 864	20 123	23 000	23 000	32 864	opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers non budgétaires	-	39 516	-	-	6 653	-	93 196	-	-	102 457	-	-	-	102 457	Autres encaissements sur comptes de tiers non budgétaires
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (D2 b1 c1 e1)	6 663	173 646	33 72	1 000	33 6	75 6	113 31	23 000	225 21	616 6	113 31	23 000	225 21	616 6	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (D1 b2 c2 e2)
Variation de trésorerie (abondement)	752 205	-	-	206 21	5 2 73	-	60 327	316 72	-	-	60 327	316 72	-	-	Variation de trésorerie (prélèvement)
dont Abondement de la trésorerie fléchée **	15 200	40 484	-	-	-	-	20 484	-	-	-	20 484	-	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	737 005	-	-	206 921	582 873	-	100 811	316 972	-	-	100 811	316 972	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée
TOTAL DES BESOINS	75 6	173 646	33 72	225 21	616 6	75 6	173 646	33 72	225 21	616 6	173 646	33 72	225 21	616 6	TOTAL DES FINANCEMENTS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT - CA du 13 mars 2025

COFI 2024

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Bourses mobilité internationale	C 46711	AMI Aides la mobilité internationale	3 200	4 400
	C 46712	Erasmus	20 030	24 201
TVA	C 445	Taxe sur la valeur ajoutée	4 113	4 263
TOTAL			27 343	32 864

Compte de résultat prévisionnel

C. ARGES	CF 2023	BI 2024	BRI 2024	BI 2025	CF 2024	Evolutions	PRODUITS	BI 2024	BRI 2024	BI 2025	CF 2024	Evolutions
Régime	1 052 960	1 114 844	1 116 734	1 143 419	1 053 896	27 185	Subventions de l'Etat	2 341 717	2 465 085	2 466 283	2 471 651	31 198
dont charges de pensions civiles	49 850	52 490	52 490	31 025	38 704	-21 665	Risques effectués	9 000	9 000	6 695	14 251	2 305
Fonctionnement	2 025 826	2 213 145	2 246 248	2 352 857	2 066 379	86 659	Autres subventions	11 000	11 000	6 560	59 620	4 440
							Autres produits	791 032	812 800	894 200	945 301	81 400
TOTAL DES C. ARGES (1)	3 07 7 6	3 327	3 3 2 4 2	3 4 6 276	3 120 274	113 7 4	TOTAL DES PRODUITS (2)	3 152 74	3 2 7 5	3 403 73	3 4 0 23	105 53
Résultat prévisionnel / bénéfice (3) = (1) - (2)	12 08				309 54 23		Résultat prévisionnel / perte (3)	175 240	45 7	2 39	-	7 941
TOTAL L'ULIBRE du compte de résultat prévisionnel (4) (3) (2) (4)	3 207 6	3 327	3 3 2 4 2	3 4 6 276	3 4 0 23	113 7 4	TOTAL L'ULIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) (3) (2) (4)	3 207 6	3 327	3 4 6 276	3 4 0 23	113 7 4

* Y compris sous-comptes de compte prévisionnel des contributeurs employeurs ou CSE Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2023	BI 2024	BRI 2024	BI 2025	CF 2024	Evolutions
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (4))	128 903	-	84 937	92 538	370 549	7 941
dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	617 959	670 000	630 000	635 000	616 105	5 000
amortissements, dépréciations et provisions	267 946	365 732	271 000	271 000	271 070	-
valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-	-	-
- quote-part de subventions d'investissement	-	-	-	-	-	-
variés au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-
CAF ou IAF	47 17	404 26	274 403	271 462	715 5 4	2 41
capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement						-1

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2023	BI 2024	BRI 2024	BI 2025	CF 2024	Evolutions	RESSOURCES	BI 2024	BRI 2024	BI 2025	CF 2024	Evolutions
Insuffisance d'autofinancement	562 541	550 000	95 582	531 000	65 558	435 418	Capacité d'autofinancement	405 268	274 403	271 462	715 584	2 941
Investissements	-	-	-	-	-	-	Financement de l'actif par l'Etat	-	-	-	-	-
							Financement de l'actif par d'autres sources que l'Etat	20 000	-	6 000	-	6 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	562 541	550 000	95 582	531 000	65 558	435 418	TOTAL DES RESSOURCES (6)	425 268	274 403	277 462	715 5 4	3 05
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) (6)-(5)			17 21		650 026		PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT () (6)-(5)	145 732	17 21	253 53	650 026	432 35

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	COR 201	COR 2020	COR 2021	COR 2022	COR 2023	BI 2024	BRI 2024	CF 2024
VARIATION DES RESSOURCES	69 130	418 866	469 545	141 758	63 624	145 732	178 821	650 026
APPORT 7 OU PRELEVEMENT 8	101 709	60 707	53 265	535 011	3 297	171 240	98 100	67 153
Variation du BES IN EN F. NDS DE R. EMENT	-	-	-	-	-	-	-	00
Variation de la TRÈS BÈRIE	32 580	479 573	522 810	676 769	60 327	316 972	276 921	5 2 73
AB ONDEMENT I OU PRELEVEMENT II	1 676 810	2 095 677	2 565 222	2 706 980	3 007 368	2 861 636	3 186 189	3 657 3 4
Niveau du F. NDS DE R. EMENT	263 059	202 353	149 087	385 924	25 209	146 031	123 309	41 44
Niveau du BES IN EN F. NDS DE R. EMENT	1 413 751	1 893 325	2 416 135	3 092 904	2 715 604	3 309 497	3 615 450	

montant issu du tableau "Equilibre financier"

()	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées													
Subvention pour charges de service public	-	72	21 200	67 417	13 371	166 700	47 730	530	22 545	347 561	46 450	1 067	3 253 350
Autres financements de l'Etat	-	568 182	-	568 182	-	125 350	783 469	-	-	340 902	30 281	15 566	2 401 651
Fiscalité affectée	-	6 525	-	614	1 248	409	41 676	870	-	180	-	456	77 000
Autres financements publics	-	-	-	-	-	-	4 000	4 243	9 500	-	-	120	12 000
Recettes propres	-	155 178	21 280	108 261	12 123	39 192	118 594	83 416	13 045	6 479	16 204	155 293	32 741
Recettes budgétaires fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72 066
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers	621 144	715 120	1 330	4 030	1 216	1 600	16 303	10 460	111 130	1 120	2 224	11 662	6 434
TVA encassée	-	222	33	535	29	397	1 676	282	515	272	182	120	4 263
Opérations gérées en compte de tiers encaissements de l'exercice hors TVA	-	-	1 760	-	-	2 640	22 530	-	1 671	-	-	1 159	2 760
Autres encaissements sur comptes de tiers	621 144	716 134	16 546	94 573	1 186	1 077	7 903	10 178	109 627	80	28 430	12 941	102 457
A TOTAL	621 144	13 730	3 610	5 437	14 507	16 300	64 042	-	134 350	347 753	1 237	17 013	3 142 400
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées													
Personnel	105 066	125 377	241 070	13 304	0 745	11 240	52 717	51 130	110 100	10 470	530 255	414 651	2 566 000
Fonctionnement	97 962	124 159	239 786	131 581	88 606	103 137	125 011	51 813	106 905	106 918	480 442	185 190	1 070 330
Investissement	7 104	1 218	1 285	7 723	2 138	15 103	-	-	3 905	2 929	9 641	214 952	1 431 001
Dépenses liées à des recettes fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65 550
Personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en compte de tiers	5 630	7 700	25 000	221 512	7 200	3 700	22 410	210 330	6 720	11 067	4 305	3 140	35 155
TVA décaissée	2	207	197	193	677	400	930	199	772	15	235	287	4 113
Opérations gérées en compte de tiers décaissements de l'exercice hors TVA	-	14 555	3 655	800	800	800	-	-	-	2 620	-	643	23 730
Autres décaissements sur comptes de tiers	5 636	4 975	21 246	220 518	77 732	2 670	230 348	210 139	69 200	116 432	483 291	2 210	7 160
B TOTAL	110 704	135 164	266 160	360 160	16 540	122 110	300 200	262 151	1 073	22 140	47 100	417 700	2 602 051
(2) SOLDE DU MOIS A - B	510 440	121 100	226 540	223 563	155 367	46 720	663 744	163 162	46 425	11 300	2 620	23 770	5 273,12
SOLDE CUMULE (1) (2)	3 543 017	3 421 260	3 152 277	3 410 400	3 263 474	3 310 130	3 730 370	3 10 775	3 764 351	3 300 300	3 542 200	3 615 450,1	



Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier (I) ou (II)

COFI 2024	COFI 2020	COFI 2021	COFI 2022	BI 2024	BR1 2024	CF 2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)						
Recettes fléchées (b)	15 000	5 000	47 200	0	0	0
Financements de l'État fléchés	-	0	15 200	-	-	-
Autres financements publics fléchés	15 000	5 000	32 000	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	52 5	12 240	32 000	-	-	-
Personnel	067	-	-	-	-	-
A = CP	9 067	-	-	-	-	-
Fonctionnement et intervention						
A	24 200	-	-	-	-	-
CP	15 368	-	-	-	-	-
Investissement						
A	40 800	16 630	32 000	-	-	-
CP	28 560	12 240	32 000	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	37 5	-7 240	15 200	0	0	0

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles - exécution

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision	Exécution						Prévision N+1 et suivantes	
		Coût total de l'opération (1)	AE consommées les années antérieures à N nettes des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N (2)	AE consommées en N (3)	TOTAL des AE consommées (4) = (2) + (3)	CP consommés les années antérieures à N (5)	CP consommés en N (6)	TOTAL des CP consommés (7) = (5) + (6)	Restes à payer (8) = (4) - (7)	Soide à engager (9) = (1) - (4)
Aménagement espaces aile Nord (2e étage)	Personnel									
	Fonctionnement									
	Intervention									
	Investissement	120 000	0	0					120 000	120 000
Total Op.1	120 000							120 000	120 000	
Isolation aile Nord	Personnel									
	Fonctionnement									
	Intervention									
	Investissement	300 000		9 684	9 684		11 040	11 040	1 356	288 960
Total Op.2	300 000		9 684	9 684		11 040	11 040	1 356	288 960	
Remplacement luminaires	Personnel									
	Fonctionnement									
	Intervention									
	Investissement	70 000								
Total Op.2	70 000								70 000	
Aménagement des espaces extérieurs	Personnel									
	Fonctionnement									
	Intervention									
	Investissement	20 000								
Total Op.2	20 000								20 000	
	Ss total personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ss total investissement	510 000		9 684	9 684		11 040	11 040	1 356	408 960
TOTAL		420 000		9 684	9 684		11 040	11 040	1 356	408 960

B - Exécution des recettes

Opération	Nature	Prévision	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
		Financement de l'opération (11)	Encaissements des années antérieures à N (12)	Encaissement réalisés en N (13)	Reste à encaisser en N+1 et suivantes (14) = (11) - (12) - (13)
Aménagement espaces aile Nord (2e étage)	Financement de l'Etat*	0			
	Autres financements publics**	0			
	Autres financements***	0			
	Total Op.1	-	-	-	-
Isolation aile Nord	Financement de l'Etat*	0			
	Autres financements publics**	0			
	Autres financements***	0			
	Total Op.2	-	-	-	-
Remplacement luminaires	Financement de l'Etat*	0			
	Autres financements publics**	0			
	Autres financements***	0			
	Total Op.2	-	-	-	-
Aménagement des espaces extérieurs	Financement de l'Etat*	0			
	Autres financements publics**	0			
	Autres financements***	0			
	Total Op.2	-	-	-	-
	Ss total financement de l'Etat	-	-	-	-
	Ss total autres financements publics	-	-	-	-
	Ss total autres financements	-	-	-	-
TOTAL		-	-	-	-

* Subvention pour charges de service public, subvention pour charges d'investissement, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financements de l'Etat fléchés

** Autres financements publics et autres financements publics fléchés

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

Tableau bis relatif au programme pluriannuel d'investissement (financement)

B - Recettes (RE)

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagée	Montant notifié 2024	Montant notifié 2024	Montant notifié	Montant des financements extérieurs	Financements extérieurs			Prévisions 2025 et suivantes			
							Encasements des années antérieures 2024	Encasements prévus 2024	Encasements réalisés 2024	Encasements prévus en 2024	Encasements prévus en 2025	Encasements prévus en 2026	
		18	19a	19b	19c	18	20	21a	21b	22=18-20-21a	23	24	25
Aménagement espaces aile Nord 2e étage	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	120 000	0	0	120 000	120 000	0	0	0	120 000	0	100 000	20 000
	Total Opération 1	120 000	0	0	120 000	120 000	0	0	0	120 000	0	100 000	20 000
Isolation Aile nord	Financement de l'Etat CPER				0	0				0			
	Financement RE I N				0	0				0			
	Métropole				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	300 000			300 000	300 000	0	0	0	300 000	11 040	270 000	18 960
	Total Opération 2	300 000	0	0	300 000	300 000	0	0	0	300 000	11 040	270 000	18 960
Remplacement luminaires	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	70 000	0	0	70 000	70 000	0	0	0	70 000	0	25 000	45 000
	Total Opération 3	70 000	0	0	70 000	70 000	0	0	0	70 000	0	25 000	45 000
Aménagement des espaces extérieurs	Financement de l'Etat				0	0				0			
	Financements des CT				0	0				0			
	Autres financements				0	0				0			
	Autofinancement par l'établissement	20 000	0	0	20 000	20 000	0	0	0	20 000	0	20 000	0
	Total Opération 4	20 000	0	0	20 000	20 000	0	0	0	20 000	0	20 000	0
Total PPI	Ss total financement de l'Etat				0	0				0			
	Ss total financements CT				0	0				0			
	Ss total autres financements				0	0				0			
	Ss total autofinanc. par l'établissement	510 000	0	0	510 000	510 000	0	0	0	510 000	11 040	415 000	3 600
	TOTAL	510 000	0	0	510 000	510 000	0	0	0	510 000	11 040	415 000	3 600

		COFI 2022	COFI 2023	BI 2024	BR1 2024	COFI 2024	
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes pa er	110 647	421 249	99 619	126 232	126 233	
	2 Niveau initial du fonds de roulement	2 565 222	3 070 992	2 178 893	3 007 368	3 007 368	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	505 770	-21 912	-112 442	-25 209	-25 209	
	4 Niveau initial de la trésorerie	2 416 135	3 092 904	2 291 335	3 032 577	3 032 577	
4 a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	15 200	16 731	0	0	0	
4 b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	2 400 935	3 076 173	2 291 335	2 291 335	3 032 577	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	2 741 445	2 732 190	3 143 189	2 888 102	2 561 757	
	6 Résultat patrimonial	395 104	128 903	-175 240	-84 597	370 549	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	388 240	478 917	229 028	274 403	715 584	
	8 Variation du fonds de roulement	505 770	-63 624	-320 972	108 821	650 026	
	9 Opérations sur dettes financi res, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-	-	-	-	-	
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	- 228 076	- 7 635	-	-	
	Variation des stoc s	+ -	- 228 076	- 7 635	-	-	
	Charges sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	
	Produits divers de gestion courante	+	-	-	-	-	
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	- 95 655	59 060	-	- 94 100	- 36 436
	Ecart entre les produits ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ -	-	-	-	- 94 100	- 36 436
	Ecart entre les produits ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ -	- 28 723	64 060	-	-	-
	Ecart entre les charges immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ -	-	-	-	-	-
	Ecart entre les charges immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ -	-66 932	- 5 000	-	-	-
	12 Solde budgétaire 8 - 9 - 10 - 11		743 971	-115 049	-320 972	202 921	686 462
12 a	Recettes budgétaires	3 174 813	2 912 158	2 887 017	3 120 985	3 253 358	
12 b	Crédits de paiement ouverts	2 430 842	3 027 207	3 207 989	2 918 064	2 566 896	
13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		8 234	54 722	4 000	4 000	- 103 589	
14 Variation de la trésorerie 12 - 13		676 769	-60 327	-316 972	206 921	582 873	
14 a	dont variation de la trésorerie fléchée	15 200	40 484	0	0	0	
14 b	dont variation de la trésorerie non fléchée	661 569	-100 811	-316 972	206 921	582 873	
15 Variation du besoin en fonds de roulement 9 + 10 + 11 + 13		-170 999	- 3 297	- 4 000	- 98 100	67 153	
16 Variation des restes pa er		310 602	-295 017	-64 800	-29 962	-5 139	
Niveaux finaux	17 Niveau final de restes pa er	421 249	126 233	34 819	96 270	121 094	
	18 Niveau final du fonds de roulement	3 070 992	3 007 368	1 857 921	3 116 189	3 657 394	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-21 912	-25 209	-116 442	-123 309	41 944	
	20 Niveau final de la trésorerie	3 092 904	3 032 577	1 974 363	3 239 498	3 615 450	
	20 a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	16 731	0	0	0	0
20 b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	3 076 173	3 032 577	1 974 363	3 239 498	3 615 450	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPOECP) des EPSCP et EPA non RCE - 2024

Tableau 2 : suivi des dépenses de personnel

RNE et libellé de l'établissement : 0692457Y - ENS5IB
 Exercice et phase de l'enquête : 2024 - Phase 4

Masse salariale votée au budget initial 2024 : 1 114 844

1 114 844

Masse salariale votée au dernier budget rectificatif 2024 : 1 118 924

1 118 924

N du dernier BR :

La révision du cadre 3 doit être ajustée au vu de l'évolution de l'exécution constatée en cours d'année si nécessaire

	Exercice 2023		Représentation annuelle sur 2024 (à renseigner le cas échéant en représentation en phases 2 et 3)	Exécution à la fin de l'exercice		
	Budget initial	Dernière prévision d'exécution (phase 1 BI 2023)		Exécution définitive en phase 2 (mai 2023)	Exécution à la fin septembre 2024	Exécution à la fin décembre 2024
Tous les titulaires (dont titulaires sur emplois gagés)	0	0	0	0	0	
	118 101	178 947	169 844	46 233	116 896	
	118 101	170 947	160 844	46 233	116 896	
				11 547	34 743	
Enseignants et enseignants chercheurs						
Personnels BIATSS et autres personnels						
Sous total titulaires						
Enseignants et enseignants chercheurs						
dont ATER et contractuels						
dont CDI (uniquement EPSCP)						
Personnels BIATSS et autres personnels						
dont CDI (uniquement EPSCP)						
Personnels BIATSS et autres personnels						
dont CDI (uniquement EPSCP)						
Contrats aidés						
sous total non titulaires (B)						
Sous-total A+B						
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (C)						
Total A+B+C						
Exercice 2024						
Prévision initiale exercice 2024 (données du BI 2024, phase 1 non modifiables. Si révision voir cadre 3)						
Représentation annuelle sur 2024						
Exécution à la fin avril 2024						
Exécution à la fin septembre 2024						
Exécution à la fin décembre 2024						

Les montants prévisionnels et d'exécution annuels ne doivent pas dépasser le montant de la masse salariale votée au budget de l'établissement éventuellement modifié par budget rectificatif

Document visionnel de l'élaboration des lois et crédits de l'Etat des E SC et E non RCE 2024
Tableau 3 : Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale (en flux)

Crédits de Masse Salariale	Vision de l'élaboration ou l'élaboration 2023	Correction de l'élaboration 2023 (événements exceptionnels non reconductibles)	Impact des mesures prises en 2023 (extensions en année pleine sur 2024)		Mesures prises pour 2024					Total des flux sur 2024	Evolution initiale (base révisée) 2024	Vote 2023	Vote 2024	
			Mesures prises	Evolution des lois (dont nouvelles)	Mesures prises	Evolution des lois (dont nouvelles)					Evolution des lois (dont nouvelles)			
R un r tions r tions	21	0	0	0	1 34	3 011	322	0	0	0	3	213 0	01 3	0 2
Enseignement et enseignement	0										0	0	0	0
Titulaires	12				0	3 011	1 13	0	0	0	12 02	11	11	0
Titulaires sur emplois gagnés	12				0	3 011	1 13	0	0	0	12 02	11	11	0
Enseignement et enseignement	0						34 43				34 43	34 43	34 43	0
Enseignement et enseignement	591 959				1 34		241 2				2221	41	4	0 2
Enseignement et enseignement	346 945				1 34		20				22 31	3	3 0 2	21 34
Cours et autres	2 230				0	0	1 00	0	0	0	31	2 4	2 4	31
Autres enseignants	132 000				0	0	0	0	0	0	10 21	143 13	132 20	10 21
Autres enseignants	2 3				0	0	1 00	0	0	0	1 00	2 3	1 000	10 3
Autres enseignants	340				0	0	0	0	0	0	0	340	41 0	1 3 0
Autres enseignants	12				0	0	0	0	0	0	0	12	4 2	0 2
Autres enseignants	4 4				0	0	0	0	0	0	0	24 0	24 0	0
Autres enseignants	4 4				0	0	0	0	0	0	0	24 0	24 0	0
Autres enseignants	0				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres enseignants	10 4				1 34	3 011	222	0	0	0	41	10 0 33	1 11 24	4
TOTAL														

I : l'élaboration du budget est fondée sur une prévision d'exécution n-1, réajustée après reddition du compte financier
 II : Jours de grèves et des indemnités exceptionnelles non reconductibles l'année suivante
 III et VI : Les mesures catégorielles s'appliquent à une catégorie de personnels
 IV et VIII : le schéma d'emplois retrace l'impact des variations du nombre d'emplois pourvus : solide des flux d'entrées et de sorties, créations ou gels d'emplois. Les chiffres doivent être établis en cohérence avec les données d'emplois du tableau 1 du DFGCEP
 V et IX : l'évolution de la structure des emplois correspond aux transformations d'emplois des personnels (par exemple, passage de la catégorie de personnel de l'enseignement supérieur à l'enseignement supérieur ou inversement)
 X : le quinquennal est le nombre de jours de grèves sur un quinquennal (impact des arrangements de travail et des grèves) présentés par le personnel (entier, partiellement) négligé du remplacement d'un titulaire par un titulaire au sein d'un même corps rémunéré à un niveau inférieur

enssib[!]

17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 Villeurbanne Cedex | France
www.enssib.fr



Note explicative sur le DPGCEP du CF 2024

Tableau 1 des emplois

Coté personnels enseignants et enseignants chercheurs, l'exécution 2024 pour les contractuels plafond Etat, la moyenne annuelle est supérieure aux prévisions du budget initial en raison de l'arrivée tardive de la notification initiale du Budget 2024 en date du 14/03/2024. Coté personnels enseignants et enseignants chercheurs, l'exécution 2024 pour les contractuels plafond Etat, la moyenne annuelle est inférieure aux prévisions du budget rectificatif en raison de l'arrivée tardive de la seconde doctorante (janvier 2025). La temporalité des recrutements est difficile à anticiper. Coté personnels BIATSS l'exécution 2024 pour les contractuels est inférieure aux prévisions du budget initial. Le nombre de contractuels BIATSS en CDD diminue, en raison du non renouvellement de deux CDD, mais aussi du passage d'un CDI d'un emploi pérenne sur la masse salariale Etat titre 2.

Tableau 2 et 3 sur la masse salariale

Le tableau 2 résulte des facteurs d'évolution détaillés dans le tableau 3, voici des éléments d'explication pour chacune des colonnes de ce dernier :

- Mesures catégorielles 2024 :

Il s'agit de la requalification d'un CDD et les revalorisations pour les personnels BIATSS contractuels. Nous intégrons également dans cette colonne une hausse du forfait télétravail (en volume) ainsi qu'une hausse en année pleine du remboursement transport à hauteur de 75 %.

- Cas pensions et autres cotisations :

Nous avons valorisé l'augmentation du taux de contribution Employeur Etat sous l'effet de l'extension en année pleine de la revalorisation.

- Variation du nombre d'emplois (schéma d'emploi) 2024 :

Nous avons valorisé le non remplacement de deux CCD catégorie A en année pleine, le passage pendant trois mois sur le Titre 2 d'un emploi gagé qui a obtenu une promotion en attendant d'avoir la certitude que cette promotion serait financée par l'administration centrale et le nouveau contrat doctoral dans enseignants non titulaires pour répondre à des besoins qui évoluent.

- Variations des heures complémentaires et vacations 2024 :

Une augmentation des charges d'enseignement et vacations apparaît mais elle n'a pas été homogène : nos enseignants permanents ont assuré quelques heures complémentaires en plus et nous avons recruté plus de vacataires enseignants que prévu initialement.



enssib

école nationale supérieure
des sciences de l'information
et des bibliothèques

Compte financier

Annexe

2024

*La présente annexe est une composante des états financiers de l'organisme.
Elle complète et commente les informations fournies par le bilan et le compte de résultat.
Les chiffres sont indiqués en €.*

Contexte Général

L'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques est un établissement public de l'État et fait partie d'une catégorie d'établissements publics instituée par la loi n°84-52 du 26 janvier 1984: les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP).

L'Essib est soumise à la comptabilité budgétaire.

L'Essib n'a pas accédé aux responsabilités et compétences élargies RCE.

I- Faits caractéristiques, comparabilité des comptes, principes comptables et méthodes d'évaluation

Depuis l'exercice 2017, il est mis en œuvre le recueil des normes comptables des établissements publics et le plan de comptes commun.

- **Principes et méthodes d'évaluation**

Référentiel comptable

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément à la réglementation budgétaire, financière et comptable applicable aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel et codifiée par l'instruction comptable commune du 14 décembre 2020 , référencée BOFIP-GCP-20-0010.

- **TVA**

L'Essib est un assujetti partiel à la TVA. Est taxée la vente des publications.

- **Évènements particuliers de l'année 2024 :**

L'année 2024 a été marquée par une forte diminution de l'investissement car les projets ont été reportés en 2025.

II- Notes relatives aux postes de bilan

1- Actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

En 2024, l'actif immobilisé a peu augmenté. Le montant de 65 K concerne des dépenses courantes en matière mobilière, immobilière, et informatique.

Tableau des immobilisations :

4. Tableau des immobilisations						
Rubriques et postes	Saldo débiteur au 01/01/2023 (= solde créancier)	Seize à la main	Saldo à la main - Débit Cap	Seize à la main	Saldo à la main - Crédit Cap	Saldo balance = Solde débiteur + Débit - Crédit (sauf pour le 2023)
	Valeur brute au début de l'exercice	Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Valeur brute à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 065 034,78	0,00	5 220,00	0,00	0,00	1 070 254,78
Frais d'établissement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		0,00	5 220,00	0,00	0,00	1 070 254,78
Droit au bail		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	15 666 235,54	0,00	50 000,00	0,00	703,44	15 715 532,10
Terrains	VALEUR	0,00	0,00	0,00	0,00	89 345,90
Constructions	VALEUR	0,00	2 460,40	0,00	0,00	11 912 832,30
Installations techniques, matériels et outillage		0,00	5 620,00	0,00	0,00	241 845,00
Collections		0,00	0,00	0,00	0,00	1 580,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles		0,00	81 923,70	0,00	703,44	2 408 047,90
Immobilisations mises en concession		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	VALEUR	0,00	16 800,00	0,00	5 760,00	11 040,00
Immobilisations grevées de droits		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

2- Amortissements des immobilisations

Les taux d'amortissement pratiqués résultent de la durée d'utilisation des immobilisations, qui a été fixée par délibération de 2023 du conseil d'administration de l'établissement.

Les durées de vie pour chaque nature d'immobilisation sont :

Logiciels : 2 ans

Autres concessions, brevets, licences, marques, procédés: 5 ans

Aménagements de terrains : 20 ans

Constructions : 30 ans

Installations générales constructions : 20 ans

Installations complexes -Installations générales agencements divers : 10 ans

Autres immobilisations corporelles (matériel de transport, matériel de bureau, mobilier, matériels divers) : 5 ans

Matériel informatique : 5 ans

La méthode d'amortissement retenue est celle de l'amortissement linéaire, qui consiste à répartir de manière égale les dépréciations sur la durée de vie du bien.

Le calcul des dotations est effectué, sur la base de 360 jours, à compter du 1^{er} janvier de l'exercice qui suit la date de comptabilisation de l'immobilisation en imputation définitive, en l'absence d'information sur la date de mise en service, les immobilisations n'étant pas suivies dans un logiciel comptable dédié.

En 2024, les dotations d'amortissement ont légèrement augmenté par rapport à l'année dernière, de l'ordre de 1%.

Tableau des amortissements :

5. Tableau des amortissements				
	Solde Crédit	Credit Exp	Débit Exp	Solde Balance = Solde Créancier + Crédit - Débit
Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotalions de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 037 938,75	10 767,76	0,00	1 048 706,51
Frais d'établissement		0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement		0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		10 767,76	0,00	1 048 706,51
Droit au bail		0,00	0,00	0,00
Fonds commercial		0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles	8 941 302,13	606 121,30	784,56	9 546 638,87
Terrains	#VALEUR:	4 465,29	0,00	23 450,91
Constructions	#VALEUR:	439 682,92	413,98	6 300 191,38
Installations techniques, matériels, et outillage		24 717,03	100,57	119 237,78
Collections		0,00	0,00	0,00
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels		0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles		137 296,06	264,01	9 015 758,80
Immobilisations mises en concession		0,00	0,00	0,00

3- Stocks et en-cours

L'établissement suit en stock les produits finis des Presses de l'Enssib. Depuis 2018, les stocks sont évalués à leur coût de revient.

Pour l'exercice 2024 :

- le stock initial représentait la somme de 26 356,35€
- Le stock final représentait la somme de 21 475,91€

Le suivi des stocks n'est pas enregistré dans le système d'information financier et une partie des stocks est suivie par un prestataire externe.

Sur l'exercice 2022 le montant de la dépréciation des stocks a été ajusté (la prise en compte du nouveau mode de valorisation a été effectuée en 2018. Maintenant une dépréciation est comptabilisée chaque année.

4- Créances

Les créances sont inscrites en comptabilité à leur valeur nominale (montant brut) pour un montant de 167 448,58€ dont 80 % ont moins d'un an.

Le poste des clients et comptes rattachés (106 593,29 euros) ainsi que le poste des charges constatées d'avance (26 345,98 euros) composent l'essentiel des créances. Beaucoup de titres ont été émis en fin d'année 2024.

Plus de 80 % de ces créances ont une ancienneté inférieure à 1 an.

8. Tableau des créances			
Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	90,00	0,00	90,00
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	90,00	0,00	90,00
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	167 448,58	147 503,45	19 945,13
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	18 232,06	0,00	18 232,06
- Créances clients et comptes rattachés	106 593,29	104 880,22	1 713,07
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	11 071,55	11 071,55	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	5 205,70	5 205,70	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	26 345,98	26 345,98	0,00
TOTAUX	167 538,58	147 503,45	20 035,13

5- Financements reçus

Les reprises au résultat du financement des actifs ont entraîné une diminution des capitaux symétrique à l'amointrissement de la valeur des éléments d'actif.

En vertu du principe selon lequel un financement rattaché à un actif évolue symétriquement à l'actif qu'il finance, des reprises de financements rattachés à des actifs amortissables ont été comptabilisées.

Les financements reçus :

Une subvention régionale de 17 700€

Ainsi, 16000€ de la subvention sont repris sur un rythme de 20 ans avec une quote-part annuelle de 800€. L'autre partie de la subvention est reprise sur 5 ans avec une quote-part de 3 200€.

Autres subventions pour 95 000€

La taxe d'apprentissage de 22 700€

Le financement reçu de l'État pour la construction du bâtiment de l'Enssib est repris sur une durée de 30 ans avec une quote-part annuelle de 228 866,18€.

6- Provisions

- Une provision pour risques et charges est comptabilisée conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006 sur les passifs, actifs, amortissements et dépréciations des actifs. Cette provision correspond à un passif dont l'échéance ou le montant, ne sont pas fixés de façon précise, sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes. La provision pour allocation perte d'emploi (ou chômage) n'a pas été réajustée en 2024 et reste à 23 431€.

7- Dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00
Dettes non financières	150 003,75	124 983,75	25 020,00	0,00
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 914,17	77 914,17	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	1 909,89	1 909,89	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	67 014,65	41 994,65	25 020,00	0,00
- Produits constatés d'avance	1 425,00	1 425,00	0,00	0,00
TOTAUX	150 003,75	124 983,75	25 020,00	0,00

Les dettes non financières s'élèvent à 150 003,75 € dans le passif du bilan de l'organisme soit une augmentation de 47 066,81 euros. Cette augmentation est liée à la prise en charge de nombreux titres en fin d'année.

Les dettes non financières qui correspondent aux recettes reçues non encore régularisées et qui pour la très grande partie sont des virements reçus en toute fin d'année, Elles feront l'objet d'un titre sur l'exercice suivant.

Enfin, les comptes de suivi des opérations pour tiers (bourses AMI et ERASMUS) ont également augmenté. Un , un seul reversement ayant eu lieu dans l'année.

II- Notes relatives aux postes du compte de résultat

Les produits de l'exercice

Le total des produits de l'exercice 2024 a varié par rapport à l'année dernière +18%)

La subvention pour charges de service public du ministère de tutelle est comptabilisée pour sa totalité en compte de résultat. Elle représente à elle seule près de 74% des produits de l'établissement. Son montant est de 2 2 401 651€.

L'année 2024 voit également une augmentation de 35,7% du montant des ressources propres de l'établissement. A relativiser car de nombreux titres émis fin 2023 ont été payés (donc ont généré une consommation budgétaire) en 2024.

Les charges de l'exercice

Les charges de fonctionnement se sont stabilisées en 2024 (économies de chauffage et de tarifications plus basses qu'en 2023)
l'augmentation des charges de personnel est de 1,1 %. C'est une stabilisation de ce poste de dépenses.

L'exercice 2024 de l'établissement enregistre donc un bénéfice de 370 549,41€.

IV- Autres informations :

2- Valeurs inactives

Néant

3- Engagements hors bilan

Néant

4- Effectifs au 31/12/2024

Les emplois rémunérés par l'établissement sous statut de contrat de droit public en ETPT sont de 2 titulaires, de 8,60 en CDI et 7,86 en CDD, soit un total de 18,46 ETP (+ 4,2)

V- SITUATION PATRIMONIALE 2024

Il résulte du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2024 les grands agrégats suivants :

- une capacité d'autofinancement de 715 583,69€
- un niveau de fonds de roulement de 3 657 393,86€
- un niveau de besoin en fonds de roulement de 41 944,69€ (
- un niveau de trésorerie de 3 615 449,17€ (variation de 582 873,12€)

Voici le tableau du flux de trésorerie :

Flux de trésorerie		
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
ENCAISSEMENTS	3 183 765,63	
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	2 484 600,77	2 488 135,00
Produits avec contrepartie directe : produits directs d'activité	729 065,86	537 219,00
DECAISSEMENTS		
Charges de fonctionnement	2 601 407,92	2 504 182,00
Charges de personnel	1 070 337,74	1 058 465,00
Charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	1 431 000,74	1 445 717,00
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	0,00	
TOTAL (I)	582 357,71	501 172,00
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
ENCAISSEMENTS	0,00	0,00
Cessions d'immobilisations incorporelles	0,00	0,00
Cessions d'immobilisations corporelles	0,00	0,00
Cessions d'immobilisations financières	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DECAISSEMENTS	65 557,55	581 546,00
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	5 220,00	16 440,00
Acquisitions d'immobilisations corporelles	60 337,55	545 106,00
Acquisitions d'immobilisations financières	0,00	
Autres opérations	0,00	
TOTAL (II)	65 557,55	581 546,00
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
ENCAISSEMENTS	4 263,37	2 511,00
Dotations en capitaux propres	0,00	0,00
Emissions d'emprunts	0,00	0,00
Autres opérations	4 263,37	2 511,00
DECAISSEMENTS	4 113,40	2 649,00
Remboursements d'emprunts	0,00	0,00
Autres opérations	4 223,40	2 649,00
TOTAL (III)	149,97	-138,00
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS GEREES POUR LE COMPTE D'ORGANISMES TIERS		
ENCAISSEMENTS	28 601,00	23 228,78
DECAISSEMENTS	23 229,71	16 432,00
TOTAL (IV)	5 371,29	1 180,00
VARIATION DE TRESORERIE (V= I+II+III+IV)	582 873,12	-60 327,00
TRESORERIE A L'OUVERTURE	3 632 576,05	3 092 904,00
TRESORERIE A LA CLOTURE	3 615 449,17	3 032 576,05

Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD) 900

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	1 070 254,76	1 048 706,51	21 548,25	27 096,01
Immobilisations corporelles				
Terrains	89 305,90	23 450,91	65 854,99	70 320,28
Constructions	11 912 832,39	6 388 191,38	5 524 641,01	5 961 435,55
Installations techniques, matériels et outillage	241 846,83	119 237,78	122 609,05	141 624,64
Collections	5 500,00	0,00	5 500,00	5 500,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 466 047,97	3 015 758,80	450 289,17	546 052,94
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	11 040,00	0,00	11 040,00	0,00
Avances et comptes sur commandes	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	90,00	0,00	90,00	90,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	16 796 917,85	10 595 345,38	6 201 572,47	6 752 119,42
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	26 356,35	4 880,44	21 475,91	21 475,91
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	18 232,06	0,00	18 232,06	18 656,34
Créances sur les clients et comptes rattachés	106 593,29	0,00	106 593,29	42 355,67
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	11 071,55	0,00	11 071,55	16 989,05
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	5 205,70	0,00	5 205,70	3 524,32
Charges				
Charges constatées d'avances	26 345,98	0,00	26 345,98	21 321,56
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	193 804,93	4 880,44	188 924,49	124 322,85
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	3 615 698,80	0,00	3 615 698,80	3 032 576,05
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	3 615 698,80	0,00	3 615 698,80	3 032 576,05
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	20 606 421,58	10 600 225,82	10 006 195,76	9 909 018,32

Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD) 900

PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	4 431 995,77	4 691 865,99
Financement de l'actif par des tiers	77 237,81	88 437,81
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	4 950 871,90	4 821 969,10
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	370 549,41	128 902,80
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	9 830 654,89	9 731 175,70
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	23 431,00	23 431,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	23 431,00	23 431,00
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	0,00	0,00
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	0,00	0,00
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	77 914,17	69 275,62
Dettes fiscales et sociales	1 909,89	5 438,93
Avances et acomptes reçus	1 500,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00
Autres dettes non financières	67 014,65	79 639,32
Produits constatés d'avance	1 425,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	149 763,71	154 353,87
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	249,63	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	249,63	0,00
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	10 004 099,23	9 908 960,57

Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD) 900

CHARGES	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	1 294 204,30	1 347 361,83
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	809 779,12	793 098,80
Charges sociales	233 972,33	219 937,53
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	10 144,23	42 611,45
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	156 069,27	57 816,89
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	616 104,50	617 959,49
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 120 273,75	3 078 785,99
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	3 120 273,75	3 078 785,99
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,44	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	0,44	0,00
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	370 549,41	128 902,80
TOTAL CHARGES	3 490 823,60	3 207 688,79

Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD) 900

PRODUITS	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	2 401 651,00	2 239 176,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	163 863,22	81 523,87
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	14 251,42	14 602,48
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	629 992,06	602 966,07
Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	9 955,15	8 971,44
Production stockée et immobilisée	0,00	-7 634,68
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	271 070,22	10 790,78
Reprise du financement rattaché à un produit	0,00	257 154,78
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	3 490 783,07	3 207 550,74
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	40,53	138,05
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	40,53	138,05
Résultat de l'activité (perte)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	3 490 823,60	3 207 688,79

**DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
EXERCICE 2024**

Agrégé (Etablissement principal / BA / SACD) 900

	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	370 549,41	128 902,80
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	616 104,50	617 959,49
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	271 070,22	10 790,78
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	0,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00	257 154,78
= Capacité d'autofinancement	715 583,69	478 916,73

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
101	financements non rattachés à des actifs déterminés État				21 820,72		21 820,72		21 820,72
10411	contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements État				6 865 985,30		6 865 985,30		6 865 985,30
104131	État				688 024,50		688 024,50		688 024,50
10491	reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	2 643 530,43		2 643 530,43				2 643 530,43	
104931	État	240 434,10	259 870,22	500 304,32				500 304,32	
10682	réserves facultatives				4 821 969,10	128 902,80	4 950 871,90		4 950 871,90
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	2 883 964,53	259 870,22	3 143 834,75	12 397 799,62	128 902,80	12 526 702,42	3 143 834,75	12 526 702,42
120	résultat de l'exercice (bénéfice)		128 902,80	128 902,80	128 902,80		128 902,80		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12		128 902,80	128 902,80	128 902,80		128 902,80		
1312	Régions				10 500,00		10 500,00		10 500,00
1315	Autres entités publiques dont établissements publics				17 462,81		17 462,81		17 462,81
1317	Autres organismes				6 875,00		6 875,00		6 875,00
13412	Régions				157 400,00		157 400,00		157 400,00
13418	Autres				14 693,00		14 693,00		14 693,00
13492	Régions	103 800,00	11 200,00	115 000,00				115 000,00	
13498	Autres	14 693,00		14 693,00				14 693,00	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	118 493,00	11 200,00	129 693,00	206 930,81		206 930,81	129 693,00	206 930,81
1587	Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement				23 431,00		23 431,00		23 431,00
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 15				23 431,00		23 431,00		23 431,00
	TOTAL CLASSE 1	3 002 457,53	399 973,02	3 402 430,55	12 757 064,23	128 902,80	12 885 967,03	3 273 527,75	12 757 064,23

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous traités	779 893,27	5 220,00	785 113,27			785 113,27		
20532	Logiciels créés	40 373,13		40 373,13			40 373,13		
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,	244 768,36		244 768,36			244 768,36		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	1 065 034,76	5 220,00	1 070 254,76			1 070 254,76		
21226	Agencements et aménagements de terrains aménagés mis à disposition	89 305,90		89 305,90			89 305,90		
213156	Mis à disposition	7 622 000,00		7 622 000,00			7 622 000,00		
213556	Mis à disposition	2 029 559,80	330,00	2 029 889,80	4 308,00		4 308,00	2 025 581,80	
213557	Acquis	2 561 296,60	2 138,40	2 563 435,00	298 184,41		298 184,41	2 265 250,59	
215147	Acquises	68 514,38	5 620,87	74 135,25				74 135,25	
215317	Acquises	9 558,31		9 558,31				9 558,31	
215347	Acquises	30 332,00		30 332,00				30 332,00	
21547	Acquis	105 364,67		105 364,67				105 364,67	
21567	Acquis	22 456,60		22 456,60				22 456,60	
216	Collections	5 500,00		5 500,00				5 500,00	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers (dans des	161 540,40		161 540,40				161 540,40	
21827	Matériel de transport acquis	79 303,78		79 303,78				79 303,78	
218317	Matériel de bureau acquis	475 937,56		475 937,56				475 937,56	
218327	Matériel informatique acquis	1 902 401,78	33 049,82	1 935 451,60	0,24	703,44	703,68	1 934 747,92	
21847	Mobilier acquis	464 219,81	4 411,27	468 631,08				468 631,08	
21887	Matériels acquis	341 436,60	4 450,63	345 887,23				345 887,23	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	15 968 728,19	50 000,99	16 018 729,18	302 492,65	703,44	303 196,09	15 715 533,09	
2313	Constructions		16 800,00	16 800,00		5 760,00	5 760,00	11 040,00	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23		16 800,00	16 800,00		5 760,00	5 760,00	11 040,00	
2755	Cautionnements	90,00		90,00				90,00	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	90,00		90,00				90,00	
280531	Logiciels acquis ou sous-traités				763 453,27	5 707,17	769 160,44	769 160,44	
280532	Logiciels créés				40 373,13		40 373,13	40 373,13	
28058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,				234 112,35	5 060,59	239 172,94	239 172,94	
281226	Agencements et aménagements de terrains aménagés mis à disposition				18 985,62	4 465,29	23 450,91	23 450,91	
2813156	Mis à disposition				3 556 933,38	254 066,67	3 811 000,05	3 811 000,05	
2813556	Mis à disposition				657 762,76	101 699,09	759 461,85	759 461,85	
2813557	Acquis		419,98	419,98	1 734 232,30	83 917,16	1 818 149,46	1 817 729,48	
2815147	Acquises				21 242,96		21 242,96	21 242,96	
2815317	Acquises					1 911,66	1 911,66	1 911,66	
2815347	Acquises				5 737,50	8 885,03	14 622,53	14 622,53	
281547	Acquis		100,57	100,57	46 943,94	13 495,42	60 439,36	60 338,79	
281567	Acquis				20 676,92	444,92	21 121,84	21 121,84	
28181	Installations générales, agencements, aménagements divers (dans des					16 154,04	16 154,04	16 154,04	
281827	Matériel de transport acquis				79 303,72		79 303,72	79 303,72	
2818317	Matériel de bureau acquis				475 937,56		475 937,56	475 937,56	

CLASSE 2		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2818327	Matériel informatique acquis				1 578 218,84	97 287,47	1 675 506,31		1 675 506,31
281847	Mobilier acquis				423 430,38	16 973,36	440 403,74		440 403,74
281887	Matériels acquis		264,01	264,01	321 896,25	6 821,19	328 717,44		328 453,43
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		784,56	784,56	9 979 240,88	616 889,06	10 596 129,94		10 595 345,38
	TOTAL CLASSE 2	17 033 852,95	72 805,55	17 106 658,50	10 281 733,53	623 352,50	10 905 086,03	16 796 917,85	10 595 345,38

CLASSE 3

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
3551	Produits finis (ou groupe) A	26 356,35	26 357,35	52 713,70		26 357,35	26 357,35	26 356,35	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 35	26 356,35	26 357,35	52 713,70		26 357,35	26 357,35	26 356,35	
39511	Produits intermédiaires (ou groupe) A				4 880,44		4 880,44		4 880,44
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 39				4 880,44		4 880,44		4 880,44
	TOTAL CLASSE 3	26 356,35	26 357,35	52 713,70	4 880,44	26 357,35	31 237,79	26 356,35	4 880,44

CLASSE 4		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs Achats de biens ou de prestations de services	848,94	1 225 747,35	1 226 596,29	1 308,60	1 225 707,12	1 227 015,72		419,43
4041	Fournisseurs Achats d'immobilisations		65 557,55	65 557,55		65 557,55	65 557,55		
4081	Fournisseurs Achats de biens ou de prestations de services	69 115,96	1 181 201,73	1 250 317,69	137 931,92	1 189 880,51	1 327 812,43		77 494,74
4084	Fournisseurs d'immobilisations Achats d'immobilisations		72 020,98	72 020,98		72 020,98	72 020,98		
4091	Fournisseurs Avances versées sur commandes	35 258,10	17 003,80	52 261,90	18 269,05	22 921,30	41 190,35	11 071,55	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	105 223,00	2 561 531,41	2 666 754,41	157 509,57	2 576 087,46	2 733 597,03	11 071,55	77 914,17
41111	Clients - Exercice courant	215 245,60	780 366,57	995 612,17	215 245,60	719 820,50	935 066,10	60 546,07	
41112	Clients - Exercice précédent	118 310,07	4 448,59	122 758,66	99 365,33	23 118,30	122 483,63	275,03	
41113	Clients - Exercices antérieurs	1 438,04	11,80	1 449,84	11,80		11,80	1 438,04	
4181	Clients Factures à établir	22 374,89	44 334,15	66 709,04		22 374,89	22 374,89	44 334,15	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	357 368,60	829 161,11	1 186 529,71	314 622,73	765 313,69	1 079 936,42	106 593,29	
421	Personnel Rémunérations dues		292 350,96	292 350,96		292 350,96	292 350,96		
425	Personnel Avances et acomptes		1 740,00	1 740,00				1 740,00	
426	Personnel Dépôt				20,00		20,00		20,00
427	Personnel Oppositions				67,65		67,65		67,65
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 42		294 090,96	294 090,96	87,65	292 350,96	292 438,61	1 740,00	87,65
4311	Cotisation patronale		142 123,90	142 123,90	92,03	142 123,90	142 215,93		92,03
4371	Contribution exceptionnelle de solidarité				143,47		143,47		143,47
4372	Contributions et retenues pour pensions		27 408,26	27 408,26	1 210,37	27 426,25	28 636,62		1 228,36
4374	Cotisations de retraite complémentaire		19 061,00	19 061,00		19 061,00	19 061,00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 43		188 593,16	188 593,16	1 445,87	188 611,15	190 057,02		1 463,86
44111	Subventions investissement ETAT	442,81		442,81				442,81	
44171	Subventions fonctionnement ETAT		2 528 501,00	2 528 501,00		2 528 501,00	2 528 501,00		
44172	Subventions fonctionnement REGION		17 718,02	17 718,02		17 718,02	17 718,02		
44173	Subventions fonctionnement AUTRES COLL	15 301,42	16 023,02	31 324,44		16 023,02	16 023,02	15 301,42	
44191	Avances sur financements et subventions					1 500,00	1 500,00		1 500,00
4426	Prélèvement à la source - Impôt sur le revenu		17 990,84	17 990,84	3 905,41	14 124,84	18 030,25		39,41
44551	TVA à décaisser		1 920,00	1 920,00		1 920,00	1 920,00		
44566	TVA déductible sur autres biens et services		2 383,17	2 383,17		2 357,90	2 357,90	25,27	
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	2 912,11	1 623,74	4 535,85		2 073,29	2 073,29	2 462,56	
44571	TVA collectée		4 370,45	4 370,45		4 689,42	4 689,42		318,97
44586	TVA sur factures non parvenues		2 299,76	2 299,76		2 299,76	2 299,76		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	18 656,34	2 592 830,00	2 611 486,34	3 905,41	2 591 207,25	2 595 112,66	18 232,06	1 858,38
4632	Autres comptes débiteurs Titres de recettes, demandes de reversement,	1 862,46	1 323,00	3 185,46	1 296,00	3 538,04	4 834,04		1 648,58
4661	Demandes de paiement à payer	10 208,06	132 664,76	142 872,82	10 312,09	132 664,76	142 976,85		104,03
4663	Virements à réimputer	908,17	17 076,51	17 984,68	1 436,34	16 928,34	18 364,68		380,00
4664	Excédents de versement à rembourser		4 221,66	4 221,66		4 301,66	4 301,66		80,00
46711	AMI	25 020,00	3 200,00	28 220,00	50 040,00	4 400,00	54 440,00		26 220,00
46712	ERASMUS	23 724,95	20 029,78	43 754,73	47 449,90	24 201,00	71 650,90		27 896,17
4674	Taxe d'apprentissage		22 745,67	22 745,67		22 745,67	22 745,67		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
SOUS-TOTAL CHAPITRE 46		61 723,64	201 261,38	262 985,02	110 534,33	208 779,47	319 313,80		56 328,78
47138	RAET Divers	35 016,14	769 096,84	804 112,98	64 239,16	751 577,99	815 817,15		11 704,17
47152	Régie recettes DROITS SCOLARITE	281,05	2 904,19	3 185,24	449,88	2 495,32	2 945,20	240,04	
47181	Autres recettes à régulariser Compensation légale		300,00	300,00	870,32	300,00	1 170,32		870,32
4721	Dépenses payées avant ordonnancement	6 520,22	2 218 679,51	2 225 199,73	3 562,36	2 218 171,67	2 221 734,03	3 465,70	
4725	Dépenses des régisseurs à vérifier		90,60	90,60		90,60	90,60		
SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		41 817,41	2 991 071,14	3 032 888,55	69 121,72	2 972 635,58	3 041 757,30	3 705,74	12 574,49
486	Charges constatées d'avance	42 643,12	26 345,98	68 989,10	21 321,56	21 321,56	42 643,12	26 345,98	
487	Produits constatés d'avance					1 425,00	1 425,00		1 425,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 48		42 643,12	26 345,98	68 989,10	21 321,56	22 746,56	44 068,12	26 345,98	1 425,00
TOTAL CLASSE 4		627 432,11	9 684 885,14	10 312 317,25	678 548,84	9 617 732,12	10 296 280,96	167 688,62	151 652,33

CLASSE 5

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
5112	Chèques à encaisser	101,78	2 647,92	2 749,70		2 749,70	2 749,70		
51511	Compte au Trésor - établissement	3 140 306,76	3 711 070,53	6 851 377,29	106 340,74	3 130 346,48	3 236 687,22	3 614 690,07	
5159	Règlements en cours de traitement		1 474 176,54	1 474 176,54	2 269,30	1 471 907,24	1 474 176,54		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 51	3 140 408,54	5 187 894,99	8 328 303,53	108 610,04	4 605 003,42	4 713 613,46	3 614 690,07	
531	Caisse	1 024,79	407,00	1 431,79	332,46	90,60	423,06	1 008,73	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 53	1 024,79	407,00	1 431,79	332,46	90,60	423,06	1 008,73	
543	Régies - Opérations de dépenses	150,00	90,60	240,60		90,60	90,60	150,00	
5451	Régie recettes PRINCIPALE		61 699,02	61 699,02	64,78	62 033,87	62 098,65		399,63
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 54	150,00	61 789,62	61 939,62	64,78	62 124,47	62 189,25	150,00	399,63
	TOTAL CLASSE 5	3 141 583,33	5 250 091,61	8 391 674,94	109 007,28	4 667 218,49	4 776 225,77	3 615 848,80	399,63

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		84 166,28	84 166,28		12 770,39	12 770,39	71 395,89	
60612	Carburants et lubrifiants		173,58	173,58		0,01	0,01	173,57	
60613	Gaz		563,85	563,85				563,85	
60614	Chauffage sur réseau		63 806,36	63 806,36		8 046,61	8 046,61	55 759,75	
60617	Eau		4 757,25	4 757,25		1 440,91	1 440,91	3 316,34	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		18 409,95	18 409,95		46,15	46,15	18 363,80	
6064	Fournitures administratives		8 939,40	8 939,40		1 008,72	1 008,72	7 930,68	
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		611,39	611,39				611,39	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		4 919,10	4 919,10		170,67	170,67	4 748,43	
6085	Achats de matériel, équipements et travaux		598,26	598,26				598,26	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 60</i>		186 945,42	186 945,42		23 483,46	23 483,46	163 461,96	
6135	Locations mobilières		22 805,35	22 805,35				22 805,35	
6138	Autres locations		300,00	300,00				300,00	
6152	Sur biens immobiliers		2 750,00	2 750,00				2 750,00	
6155	Sur biens mobiliers		4 934,01	4 934,01				4 934,01	
6156	Maintenance		108 231,15	108 231,15		4 934,16	4 934,16	103 296,99	
6168	Autres assurances		8 986,49	8 986,49				8 986,49	
617	Études et recherches		21 062,40	21 062,40				21 062,40	
6183	Documentation technique et pédagogique		135 050,31	135 050,31		17 746,74	17 746,74	117 303,57	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences		554,46	554,46		454,46	454,46	100,00	
	<i>SOUS-TOTAL CHAPITRE 61</i>		304 674,17	304 674,17		23 135,36	23 135,36	281 538,81	
6226	Honoraires		142 248,86	142 248,86		20 201,76	20 201,76	122 047,10	
6228	Divers		77,76	77,76		77,76	77,76		
6231	Annonces et insertions		9 357,53	9 357,53				9 357,53	
6233	Foires et expositions		12 775,80	12 775,80		3 720,00	3 720,00	9 055,80	
6234	Cadeaux		3 280,20	3 280,20		381,00	381,00	2 899,20	
6236	Catalogues et imprimés		5 075,94	5 075,94				5 075,94	
6237	Publications		23 282,00	23 282,00				23 282,00	
6238	Divers		2 137,94	2 137,94				2 137,94	
6244	Transports administratifs		59,10	59,10				59,10	
6245	Voyages d'études, visites et sorties pédagogiques		1 564,80	1 564,80				1 564,80	
6248	Divers		1 877,56	1 877,56		630,00	630,00	1 247,56	
6251	Voyages et déplacements du personnel		144 311,03	144 311,03		15 671,93	15 671,93	128 639,10	
6254	Frais d'inscription aux colloques		10 034,55	10 034,55		2 052,00	2 052,00	7 982,55	
62561	Missions Personnels de l'établissement		16 280,37	16 280,37				16 280,37	
62562	Missions Etudiants		85 134,37	85 134,37				85 134,37	
62563	Missions Personnalités extérieures		37 088,04	37 088,04		2 700,00	2 700,00	34 388,04	
6257	Réceptions		36 731,80	36 731,80		1 261,02	1 261,02	35 470,78	
626	Frais postaux et frais de télécommunications		16 853,85	16 853,85		0,02	0,02	16 853,83	
6275	Frais sur effets (commissions d'endossement, commissions sur cartes		2,51	2,51				2,51	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6278	Autres frais et commissions		152,37	152,37				152,37	
6281	Concours divers		140 921,54	140 921,54		20 416,69	20 416,69	120 504,85	
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		34 866,94	34 866,94				34 866,94	
6285	Prestations extérieures de gardiennage		5 040,60	5 040,60		5 836,87	5 836,87		796,27
6286	Prestation extérieure de nettoyage		86 858,58	86 858,58		5 915,58	5 915,58	80 943,00	
6287	Prestations extérieures d'informatique		7 728,88	7 728,88				7 728,88	
62881	Participation au service commun		59 724,00	59 724,00		59 724,00	59 724,00		
62885	Facturation des payes à façon		1 159,76	1 159,76				1 159,76	
62888	Autres - divers		103 165,48	103 165,48				103 165,48	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		987 792,16	987 792,16		138 588,63	138 588,63	849 999,80	796,27
6331	Versement de transport		11 761,55	11 761,55				11 761,55	
6332	Allocation logement		2 940,51	2 940,51				2 940,51	
63512	Taxe foncière		147,00	147,00		147,00	147,00		
63513	Autres impôts locaux		147,00	147,00				147,00	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		14 996,06	14 996,06		147,00	147,00	14 849,06	
64111	Rémunérations principales		501 658,99	501 658,99				501 658,99	
641121	Rémunérations accessoires indexées		157 088,53	157 088,53				157 088,53	
641122	Rémunérations accessoires non indexées		7 587,01	7 587,01				7 587,01	
64131	Primes et gratifications indexées		11 246,44	11 246,44				11 246,44	
64132	Primes et gratifications non indexées		49 266,86	49 266,86				49 266,86	
64142	Indemnités compensatoires - hausse de CSG		78 200,15	78 200,15				78 200,15	
64144	Indemnités et avantages non indexés		2 010,00	2 010,00				2 010,00	
6415	Supplément familial		3 241,04	3 241,04		19,50	19,50	3 221,54	
64191	Abattement indemnitaire dans le cadre du transfert primes / points (LFI 2016).					500,40	500,40		500,40
6451	Cotisations d'assurance maladie		79 474,47	79 474,47				79 474,47	
645311	Pensions civiles (cotisations pour le CAS Pensions)		38 704,04	38 704,04				38 704,04	
64534	CNAV		56 675,81	56 675,81				56 675,81	
645351	RAFP		788,45	788,45				788,45	
645352	IRCANTEC		22 403,49	22 403,49				22 403,49	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		35 926,07	35 926,07				35 926,07	
64715	REMBOURST DOMICILE TRAVAIL		5 543,25	5 543,25				5 543,25	
64716	ALLOCATIONS DE RETOUR A L'EMPLOI		2 390,42	2 390,42				2 390,42	
6478	Divers		2 210,56	2 210,56				2 210,56	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		1 054 415,58	1 054 415,58		519,90	519,90	1 054 396,08	500,40
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		129 850,23	129 850,23		5 369,13	5 369,13	124 481,10	
6516	Droits d'auteurs et de reproduction		15 599,11	15 599,11				15 599,11	
6578	Autres charges spécifiques		1 140,00	1 140,00				1 140,00	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		146 589,34	146 589,34		5 369,13	5 369,13	141 220,21	
666	Pertes de change sur opérations financières		0,44	0,44				0,44	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		0,44	0,44				0,44	

CLASSE 6

	DEBIT			CREDIT			SOLDE	
	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6811 Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		616 889,06	616 889,06		784,56	784,56	616 104,50	
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		616 889,06	616 889,06		784,56	784,56	616 104,50	
TOTAL CLASSE 6		3 312 302,23	3 312 302,23		192 028,04	192 028,04	3 121 570,86	1 296,67

CLASSE 7		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou		1 458,00	1 458,00		23 188,00	23 188,00		21 730,00
706212	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux					3 879,00	3 879,00		3 879,00
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes propres à chaque établissement					3 900,00	3 900,00		3 900,00
706231	Formation - contrat d'apprentissage					149 515,40	149 515,40		149 515,40
70624	Prestations de formation continue		14 035,10	14 035,10		390 550,33	390 550,33		376 515,23
70625	Validation des acquis de l'expérience		950,00	950,00		8 950,00	8 950,00		8 000,00
70664	Vente de publications		6 077,04	6 077,04		53 211,49	53 211,49		47 134,45
70682	Autres prestations de services					7 567,00	7 567,00		7 567,00
7083	Locations diverses					8 657,00	8 657,00		8 657,00
7085	Ports et frais accessoires facturés aux clients					21,00	21,00		21,00
7088	Autres produits d'activités annexes		50,00	50,00		3 122,98	3 122,98		3 072,98
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		22 570,14	22 570,14		652 562,20	652 562,20		629 992,06
71355	Produits finis		26 357,35	26 357,35		26 357,35	26 357,35		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 71		26 357,35	26 357,35		26 357,35	26 357,35		
74121	Subvention pour charges de service public (SCSP)					2 401 651,00	2 401 651,00		2 401 651,00
74128	Autres subventions					70 000,00	70 000,00		70 000,00
7442	Région					17 718,02	17 718,02		17 718,02
7444	Communes et groupements de communes		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00		
7447	Organismes internationaux					15 023,02	15 023,02		15 023,02
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe					38 011,66	38 011,66		38 011,66
7488	Autres		2 768,67	2 768,67		25 879,19	25 879,19		23 110,52
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		3 768,67	3 768,67		2 569 282,89	2 569 282,89		2 565 514,22
7516	Droits d'auteur et de reproduction					3 563,56	3 563,56		3 563,56
7512	Taxe affectée CVEC					14 251,42	14 251,42		14 251,42
7586	Gains de change sur opération de fonctionnement					21,64	21,64		21,64
7588	Autres produits divers		544,08	544,08		6 914,03	6 914,03		6 369,95
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		544,08	544,08		24 750,65	24 750,65		24 206,57
7631	Revenus des créances commerciales					40,53	40,53		40,53
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 76					40,53	40,53		40,53
7811	Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles					271 070,22	271 070,22		271 070,22
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78					271 070,22	271 070,22		271 070,22
	TOTAL CLASSE 7		53 240,24	53 240,24		3 544 063,84	3 544 063,84		3 490 823,60

CLASSE 8									
		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	Bilan d'ouverture	23 317 502,41	503,30	23 318 005,71	23 317 950,36	503,30	23 318 453,66		447,95
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	23 317 502,41	503,30	23 318 005,71	23 317 950,36	503,30	23 318 453,66		447,95
	TOTAL CLASSE 8	23 317 502,41	503,30	23 318 005,71	23 317 950,36	503,30	23 318 453,66		447,95
	TOTAL GENERAL	47 149 184,68	18 800 158,44	65 949 343,12	47 149 184,68	18 800 158,44	65 949 343,12	27 001 910,23	27 001 910,23

enssib[!]

17-21 boulevard du 11 novembre 1918
69623 Villeurbanne Cedex | France
www.enssib.fr

